

A C R O N Y M E S

ADEFI	: Action pour le Développement et le Financement
AECA	: Association d'Epargne et de Crédit Autogérée
AFD	: Agence Française de Développement
AGEPMF	: Agence d'Exécution des Projet Micro finance
AIM	: Association des Institutions de Micro finance non mutualiste
AMEC	: Association Mutualiste d'Epargne et de Crédit
APEM	: Association pour la Promotion de l'Entreprise à Madagascar
APIFM	: Association Professionnelle des Institutions Financières Mutualiste
BAD	: Banque Africaine pour le Développement
BFV	: Banky Fampandrosoana ny Varotra
BMOI	: Banque Malgache de l'Océan Indien
BNI/ CL	: Bankin'Ny Indostria / Crédit Lyonnais
BOA/ BTM	: Bank Of Africa / Bankin'ny Tantsaha Mpamokatra
CCP	: Centre de Caisse Postal
CMB	: Compagnie Malgache des Banques
CECAM	: Caisse d'Epargne et de Crédit Mutuel
CEM	: Caisse d'Epargne de Madagascar
CR	: Commune Rurale
DSRP	: Document Stratégique pour la Réduction de la Pauvreté
FAO	: Food Agriculture Organization
FENU	: Fonds d'Equipement des Nations Unies
FERT	: Fondation pour l'Epanouissement et le Renouveau de la Terre
ICAR	: International de Crédit Agricole et Rural
IFM	: Institut Financière et Mutualiste
IMF	: Institut Financière et Mutualiste
MEC	: Mutuelle d'épargne et de Crédit
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
OTIV	: Ombona Tahiry Ifampisamborana Vola
PAMF	: Projet d'Appui à la micro finance
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
PROJER	: Projet des Jeunes Entrepreneurs Ruraux
SIPEM	: Société d'Investissement pour la Promotion des Entreprises à Madagascar
TIAVO	: Tahiry Ifamonjena Amin'ny Vola
UNICECAM	: Union Interrégionale de la CECAM
URCECAM	: Union Régionale de la CECAM

Listes des tableaux et des graphes

	Page	
Tableau 1	Récapitulatif de la méthodologie	5
Carte 1	District d'Antananarivo Atsimondrano	8
Carte 2	Localisation des fokontany dans la CR de Tsiafahy	10
Tableau 2 et graphe 1	Evolution des habitants dans la CR de Tsiafahy	13
Tableau 3 et graphe 2	Répartition par tranche d'âge	14
Tableau 4 et graphe 3	Répartition spatiale de la population	15
Tableau 5	Production et rendement par spéulation	16
Figure 1 et 2	La riziculture et les cultures maraîchères	17
Tableau 6	Sites les plus visités par les visiteurs malgaches	18
Tableau 7	Les activités secondaires les plus pratiquées	19
Tableau 8	Evolution du crédit agricole à Madagascar	25
Tableau 9	Attitude de la population à l'intégration au sein des Institutions financières	27
Tableau 10	Etude comparative des avantages et des limites des Institutions financières classiques et modernes dans le domaine du financement	28
Tableau 11 et graphe 4	Evolution des membres de la CECAM	30
Tableau 12 et graphe 5	Répartition spatiale des membres de la CECAM	32
Tableau 13 et graphe 6	Répartition des membres de la CECAM par fokontany	32
Tableau 14	Répartition des membres selon leur niveau d'instruction	33
Organigramme 1	Organigramme du réseau de la CECAM	34
Figure 3	Le rôle de la micro finance dans le cadre du développement	40
Organigramme 2	Enquête sur les octrois de crédit et la non-adhésion des habitants de la CR de Tsiafahy	44

T A B L E D E S M A T I E R E S

Remerciements	
Sommaire	
Introduction Générale	
Méthodologie de la recherche	
Plan	1
Première partie: Cadre général de l'étude en matière de micro finance	3
Chapitre 1: <u>Situation géographique et découpage administratif</u>	6
a- Découpage administratif	7
b- Situation géographique	9
b- 1 Relief	9
b- 2 Climatologie	11
b- 3 Hydrographie	11
c- Forêts, végétation, mines	11
Chapitre 2: <u>Analyse de la situation démographique de la population dans la CR de Tsiafahy</u>	11
a- Bref rappel historique.....	12
b- Evolution démographique	12
b- 1 Structure de la population	12
b- 2 La répartition spatiale de la population	13
Chapitre 3: <u>Les potentialités économiques de la CR de Tsiafahy</u>	13
a- Agriculture et occupation du sol	15
b- Activités secondaires	15
b- 1 Elevage	16
b- 2 Tourisme et hôtellerie	17
b- 3 Artisanat et autres activités	17
c- Autres infrastructures existantes assurant le développement dans la CR de Tsiafahy	18
c- 1 Moyens de transport	19
c- 2 Télécommunications	20
c- 3 Sécurité	20
c-4 Institution financière mutualiste, CECAM.....	20

Partie II: Généralités sur les activités de la CECAM	22
Chapitre 1: Evolution historique sur le crédit agricole à Madagascar	23
a- Bref rappel sur le crédit agricole à Madagascar	23
b- Aperçu général sur la dynamique de la CECAM	25
b- 1- Historique	25
b- 2- Raison du choix de l'implantation de la CECAM dans la CR de Tsiafahy	27
Chapitre 2: La dynamique des membres de la CECAM à Ambatofotsy	27
a- 1- L'attitude de la population à l'intégration de l'institution financière	27
a- 2- Dynamique de la caisse à Ambatofotsy	27
b – Les membres	29
b- 1 Adhésion	31
b- 2 Répartition socio – économique des membres	31
b- 3 Généralités sur le fonctionnement de la CECAM	31
Chapitre 3: Produits et services financiers proposés par la CECAM	33
a - Produits d' épargne	35
b -Octroi de crédit	35
b 1 -Les différents types de crédits	35
b 2 - Procédure de crédit	36
Partie III : Perspectives d'avenir en vue de la promotion de la CECAM à Tsiafahy ..	36
Chapitre 1: Analyse de la situation des paysans dans le contexte du financement	39
a - Situation actuelle des paysans bénéficiant de la mobilisation de l'épargne	41
b - La difficulté de remboursement	41
Chapitre 2: La difficulté de l'octroi de crédit et la non adhésion des habitants de la CR de Tsiafahy	43
a - Limites d'octroi de crédit	44
b - La pauvreté : premier facteur limitant l'adhésion à la CECAM	45
c - Autres facteurs limitant l'adhésion des habitants dans la CR de Tsiafahy au sein de la CECAM	46
Chapitre 3: Perspectives d'avenir en vue de la promotion de la CECAM dans le cadre du développement	47
a – Les attentes et les aspirations futures des paysans en matière de financement de la part de la CECAM	48
b – Sensibiliser les paysans pour la promotion de la CECAM	49
c – Pour la promotion de la CECAM implantée à Tsiafahy	50
Conclusion générale	52
Références Bibliographiques	
Table des matières	
Acronymes	
Liste des tableaux et graphes	
Annexe	

S O M M A I R E

Introduction Générale

Première partie : Cadre général de l'étude en matière de micro finance

Chapitre 1: Situation géographique et découpage administratif

Chapitre 2: Analyse de la situation démographique de la population dans la CR de Tsiafahy

Chapitre 3: Les potentialités économiques de la CR de Tsiafahy

Partie II : Généralités sur les activités de la CECAM

Chapitre 1: Evolution historique sur le crédit agricole à Madagascar

Chapitre 2: La dynamique des membres de la CECAM à Ambatofotsy

Chapitre 3: Produits et services financiers proposés par la CECAM

Partie III : Perspectives d'avenir en vue de la promotion de la CECAM à Tsiafahy

Chapitre 1: Analyse de la situation des paysans dans le contexte du financement

Chapitre 2: La difficulté de l'octroi de crédit et la non adhésion des habitants de la CR de Tsiafahy

Chapitre 3: Perspectives d'avenir en vue de la promotion de la CECAM dans le cadre du développement

Conclusion générale

Rapport-Gratuit.com

Introduction générale

Avant les années 1990, seule la « Bankin'ny Tantsaha Mpamokatra » (B.T.M.), dénommée actuellement « Bank Of Africa » (B.O.A), a été la seule et la première institution financière qui s'est préoccupée du développement rural. Durant ce temps là, elle a mis en place un réseau important d'agences qui est présent dans toutes les régions ayant une grande potentialité économique. Nous avons constaté qu'avec tous les efforts déployés avec les paysans composant les 64% de la population¹, le taux de pénétration reste très faible². Ainsi, les impacts dans le cadre du développement ne sont pas palpables. La pauvreté perdure toujours dans le pays actuellement ; selon les rapports du P.N.U.D, en 2004, notre pays se situe au 186^{ème} rang sur 200 pays. Pour cela, Madagascar a porté son attention sur la pénétration des institutions financières de proximité, notamment, dans le but d'augmenter la production agricole dans notre pays. Compte tenu de cette politique, le gouvernement actuel a renforcé l'élaboration des stratégies encourageant l'intégration de ces nouveaux types d'institutions financières dans le monde rural. Elles sont connues sous l'appellation de « micro finance » ou de « micro crédit ».

Par définition, la micro finance³ fait référence à l'offre de services financiers (collecte d'épargne, dépôt du capital, octroi de crédit) aux populations quelles que soient leurs catégories socio – professionnelles.

A Madagascar, il existe deux sortes d'institutions financières :

- l'institution financière non mutualiste comme le SIPEM, APEM, ENTREPRENDRE A MADAGASCAR. La majorité d'entre elles est implantée dans les villes ;
- l'institution financière mutualiste qui est la base de notre étude. Il s'agit de la CECAM, l'OTIV, TIAVO, AECA. Nous avons choisi la CECAM pour objet de cette étude, en tant qu'elle est considérée comme le « leader » dans le cadre de micro finance après quatorze années d'existence.

¹ MAEP, « Statistique agricole », 2004

² Seul 1,5% de la population rurale a pu bénéficier de ces financements : Mémoire de DEA de Hanitrinala RAKOTOARIVONY, p.1, « l'installation d'une mutuelle d'épargne et de crédit »

³ APIFM/AIM : « Banques des données sur les Institutions financières »

D'après la Loi 95.030 portant sur la réglementation des activités et organisation des institutions financières mutualistes et la loi 96.020 du 04 septembre 1996, nous pouvons les classer sous trois formes juridiques différentes :

- les mutuelles d'épargne et de crédit
- les sociétés de caution mutuelle
- les associations mutualistes d'épargne et de crédit, dont la CECAM fait partie.

Puis, nous tenons à préciser ce que nous entendons par « développement rural », pour éviter toutes formes de controverses théoriques. Durant cette étude, nous avons adopté la théorie développementaliste⁴ qui s'est basée premièrement sur le développement de l'être humain. Selon cette théorie, l'accumulation des connaissances et l'ancrage dans l'identité, doivent constituer l'institution de la base des stratégies, dans la lutte contre la pauvreté. Le développement doit se préoccuper davantage de l'ensemble des aspirations de la population, en respectant ses façons de faire et d'être dans le but de viser la croissance économique qui va de pair avec la modification des structures sociales, économiques et politiques.

Avant de terminer cette partie introductive, il nous importe de situer clairement l'ancrage théorique que nous allons entreprendre par rapport à l'ensemble du champ d'étude.

Problématique et hypothèse

Après plus de dix années d'existence de l'institution de la micro finance et avec les expériences acquises des pays étrangers, Madagascar s'est lancée dans la promotion de ce secteur. De nouvelles problématiques autres que nous avons rencontrées pour les banques, apparaissent.

Avec l'accélération de la mondialisation de l'économie, le secteur agricole devrait être compétitif sur tous les plans tant quantitatif que qualitatif sur le marché, afin d'assurer l'augmentation des revenus des paysans pour leur bien – être. Dans ce cas, la pénétration de la micro finance entre en jeu et mérite une attention particulière de la part des chercheurs en sciences sociales.

Ainsi, les différentes théories en sciences sociales nous permettent de dépasser les problématiques de ce secteur « micro finance » en nous donnant une vision large, en décryptant les phénomènes sociaux en relation étroite avec ce secteur. Phénomène social qui se définit comme « l'ensemble des manières d'agir, de penser et de sentir extérieur de l'individu et qui sont dotés d'un pouvoir de coercition, en vertu duquel, il s'oppose à lui »⁵. A partir de cette définition nous tenons à souligner que nous avons privilégié durant cette recherche l'approche du déterminisme social⁶, sans délaisser pour autant « l'actionnisme » pour expliquer et étayer notre analyse sur ce sujet.

⁴ Définition tirée dans le « Dictionnaire critique de la Sociologie », théorie évoquée par R. BARRE, p.121.122

⁵ Cf. Durkheim : « Les Règles de la méthode sociologique », p. 03-15, 2^{ème} édition

⁶ Déterminisme social : c'est la société qui conditionne le comportement des individus contrairement à l'actionnisme qui prône l'individu en tant qu'acteur rationnel non assujetti au système

Tout d'abord notre problématique se pose sur :

- en premier lieu, pourquoi les bénéficiaires ciblés par la micro finance (CECAM dans la CR de Tsiafahy) n'ont pas la capacité de modifier leur environnement à partir des ressources dont ils disposent et les opportunités offertes par cette institution financière ?

- en deuxième lieu, quels sont les facteurs de blocage qui menacent la promotion de la CECAM dans cette commune ?

- enfin, dans quelles mesures, la CECAM contribue-t-elle largement au développement économique et social de cette commune ?

Pour répondre à ces questions, nous avons opté l'hypothèse suivante : « La majorité des paysans n'arrivent pas à saisir l'information sur l'importance » de la micro finance. Ainsi, l'accès à ces services offerts, relève du domaine du rêve pour la majorité des paysans pauvres. Selon eux, les banques ne prêtent qu'aux riches. De par les procédures de la sécurité financière, le prêteur se tourne vers les clients présentant moins de risque pour le remboursement. Ceux qui ne disposent pas de garanties valables ont peu de chance d'accéder à l'octroi de crédit. A part ces deux problèmes flagrants, le taux d'intérêt appliqué par la micro finance paraît très élevé comparé à celui qui est appliqué au niveau de la banque primaire. Tout cela nous conduit à conclure que les besoins en service de micro finance sont loin d'être couverts surtout en milieu rural, malgré les efforts soutenus pour la « bancarisation de masses ».

Maintenant, à partir des multiples catégories descriptives et analytiques, nous allons essayer d'apporter des solutions et des suggestions pour des meilleures accessibilités et intégration des paysans dans ce secteur « micro finance ».

Conformément à notre objectif, nous avons opté pour la méthodologie ci-après :

Méthodologie de la recherche

La méthodologie de la recherche définit la manière d'agir et de réfléchir durant la recherche pour atteindre le but fixé.

Les hypothèses que nous avons adoptées devraient être confrontées à des séances d'observation et d'enquêtes sur le terrain. En ce qui concerne spécialement la méthode utilisée en sciences sociales, il existe plusieurs techniques qui nous mènent à notre objectif, mais nous allons choisir la plus efficace, afin que nous puissions appréhender ce phénomène social intitulé : « Les enjeux de la micro finance dans le cadre du développement rural ».

Durant cette recherche, nous avons privilégié la bibliographie dans les centres de documentations universitaires et les différents organismes. Ces documentations universitaires nous ont beaucoup servi à la réalisation de la présente étude parce que le choix de lectures a été réalisé avec beaucoup de soins, vu l'ampleur du travail et la limite temporelle.

En plus, nous avons eu la chance d'être présente et d'avoir participé à des séminaires effectués à Antananarivo durant les manifestations entreprises lors de « l'Année Internationale de la Micro finance », en 2005.

Enfin, l'évolution de la technologie de l'information et de la communication nous a permise de restituer des informations sur Internet, sans oublier les différentes émissions

télévisées et radiophoniques, ainsi que les journaux et les revues qui restent pour nous notre première source d'information.

a- Terrain d'enquête

Tout d'abord, plusieurs raisons nous ont guidée à choisir la commune rurale de Tsiafahy comme lieu d'enquête.

En premier lieu, du point de vue géographique et social, cette commune a une liaison étroite avec la capitale. La relation ville-campagne est très remarquée. Celle – ci a un impact sur l'intégration de la population aux institutions financières. Ainsi, de par sa position géographique, une commune traversée par la route nationale N° 7 et le chemin de fer menant vers Antsirabe, la migration a un effet sur la population.

En second lieu, du point de vue économique, c'est une zone qui favorise le secteur touristique, sans parler de l'existence de l'hôtel « Carat », c'est aussi le premier lieu de détente des citadins.

Puis elle fait partie de l'une des communes qui assure un embellissement naturel par la production de fleurs et de fraises destinées à la capitale. Ces traits caractéristiques de la commune nous amènent à nous poser la question de savoir : Pourquoi la majorité de sa population reste toujours pauvre ?

L'implantation de la CECAM avec ces secteurs prometteurs pourrait être source de développement à Tsiafahy.

b- Echantillonnage et identification des enquêtés

Nous avons eu cinq catégories de personnes enquêtées :

- tout d'abord les responsables au sein des ministères de tutelle (Ministère de l'Agriculture de l'Elevage et de la Pêche et le Ministère des finances et du budget, par le biais du Trésor Public Malgache), les associations et les organismes rattachés à la micro finance, les partenaires financiers (Banque mondiale, Union Européenne, ...) ainsi que les banques qui collaborent étroitement avec la CECAM (*catégorie 1*);

- ensuite, les responsables du Conseil d'administration de L'URCECAM Ivon'Imerina, les agents de crédits, les caissiers de la CECAM Tsiafahy (*catégorie 2*);

- après les autorités locales et les techniciens agricoles sur terrain (*Catégorie 3*) ;

- puis les membres du CECAM à Ambatofotsy (*catégorie 4*) ;
- et enfin les paysans qui sont répartis dans les 15 fokontany de Tsiafahy, y compris les membres du regroupement (*catégorie 5*).

Pour la technique d'échantillonnage⁷, nous avons employé « le sondage aléatoire ». Les échantillons sont pris au hasard au sein d'une population bien définie. L'opération ne s'effectue qu'une seule fois pour permettre à toute la population-mère d'avoir la chance non nulle d'appartenir à l'échantillon.

⁷ François de Singly : « L'Enquête et ses méthodes », édition Nathan, Paris, 1992, p.45-70

En plus, pour avoir la représentativité de l'échantillon, nous avons pris en considération la répartition par âge, par sexe, ainsi que la dispersion géographique de la population par fokontany.

La taille de l'échantillon est composée de 90 enquêtés, toutes catégories confondues (voir : tableau 1 récapitulatif de la méthodologie)

c - Technique d'investigation des données sur terrain

- Durant la phase préparatoire, nous avons eu des entretiens, particulièrement, avec la première et la deuxième catégorie d'enquêtés pour avoir une vision large reflétant la réalité. Tout au long de cette phase exploratoire, nous avons utilisé l'entretien semi – directif avec guide d'entretien :

- pour les cas des responsables locaux (3^{ème} catégorie), nous avons porté notre choix sur l'interview en profondeur afin de reconstruire l'idée sur le comportement des acteurs sociaux parce qu'ils sont les premiers témoins privilégiés sur le terrain. En plus, nous sommes convaincus qu'ils sont avisés des problèmes existant dans la commune ;

- pour les deux dernières catégories d'enquêtés qui composent directement le public cible, nous avons opté pour le questionnaire fermé. Les questionnaires couvrent les indicateurs et les concepts impliqués dans les problématiques et les hypothèses prédéfinies. Chaque question correspond à un indicateur qui a pour fonction de donner des directives utiles pour l'efficacité de cette étude. A part ces entretiens, nous avons appliqué l'observation directe.

Toutes les enquêtes se sont passées dans le calme parce qu'elles ont été effectuées à domicile.

Nous tenons à préciser que pour aboutir à la formulation des hypothèses, nous avons testé la fiabilité de notre questionnaire à partir de pré – enquête

Tableau 1 : Récapitulatif de la méthodologie

PHASE	Cat.	Masculin	Féminin	Technique employée/ Questionnaire	Base de sondage
Préparatoire	1	4	2	Questionnaire semi directive	selon leur responsabilité et leur compétence
	2	2	2	Questionnaire avec guide d'entretien	
	3	3	1	interview en profondeur	
Pré-enquête	2	2	1	Questionnaire semi directive	selon leur compétence et leur responsabilité enquêtés pris au hasard
	3	3	0	Questionnaire fermé provisoire	
	4	3	3		
	5	2	3	Questionnaire semi directive	
Enquête	3	6	5	Questionnaire fermé définitive	Selon leur responsabilité sondage aléatoire ⁸
	4	13	17		
	5	6	12		
Sous total :		44	46		
Total :			90		

⁸ Population mère (*Catégorie 4*), liste des membres de la CECAM
(*Catégorie 5*), liste auprès du fokontany

Pour les membres du groupement enquêtés, ils sont sélectionnés selon leurs responsabilités et leurs disponibilités au village

d- Intérêt et Limite de la recherche

Intérêt de la recherche : À partir de la méthodologie que nous avons utilisée durant la descente sur le terrain, nous espérons atteindre notre objectif. Les différentes étapes de la recherche nous ont permise d'ouvrir des pistes de réflexion qui nous permettent d'élargir notre horizon d'analyses pluridimensionnelles afin que nous puissions saisir l'enjeu de la micro finance dans le milieu rural.

Parfois chaque enquêté, surtout les catégories 3/4/5, les vieux et les jeunes n'ont pas eu la même réaction que les autres, devant le problème.

Ainsi, si nous nous référons à l'évolution historique et économique que traverse la grande île, il est certain que chaque citoyen a toujours aspiré à une amélioration de sa condition de vie. Et dans cette recherche, notre objectif, c'était d'éclaircir les diverses facettes des facteurs de blocage à la promotion de la micro finance dans le monde rural.

Limite de la recherche :

« L'étude des enjeux de la micro finance dans le cadre du développement rural » exige un énorme travail. Pour ce faire, nos possibilités sur le plan matériel et financier ne nous ont pas permis de procéder à une enquête de grande envergure, même si nous avons su pertinemment que, dans le cas de l'échantillon pris au hasard, plus l'échantillon est large, plus la précision sera fiable. Il aurait été présomptueux de notre part de prétendre pouvoir traiter tous les problèmes relatifs à ce sujet. C'est seulement une contribution à cette étude sur la micro finance que nous allons proposer tout au long de cette étude.

Plan

Nous allons terminer cette partie introductory par le traçage des grandes lignes que nous allons suivre tout au long de cette étude.

Dans la première partie, nous allons essayer de cerner les contextes (géographique, économique, socio – culturel et politique) de la commune où la CECAM a été implantée.

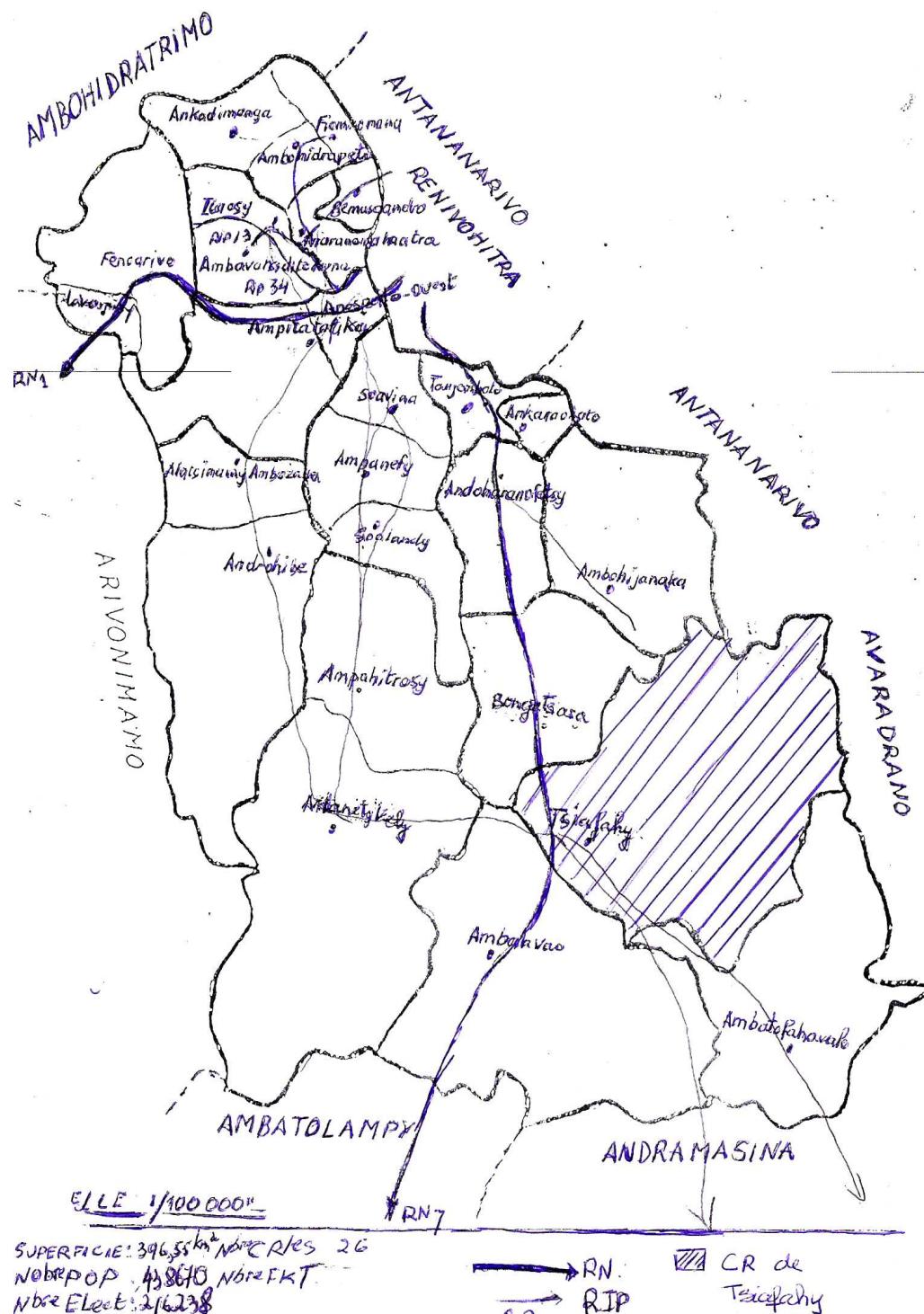
Dans la deuxième partie, nous proposerons ensuite de comprendre le mécanisme du fonctionnement de la CECAM et à partir de ces données, nous dégagerons les raisons de la motivation ou le désistement de la population à adhérer à la CECAM.

Enfin, la dernière partie sera consacrée à la synthèse afin de donner des solutions et des suggestions pour que l'implantation de la CECAM dans cette commune devienne un outil de développement.

PREMIERE PARTIE

**Cadre général de l'étude
en matière de micro finance**

FIVONDRONAMPOKONTANY = DISTRICT
D'ANTANANARIVO
ATSIMONDRAVO



Actuellement, les communes rurales jouent un rôle important dans le cadre du développement. Elles sont la base de toutes activités qui visent à l'éradication de la pauvreté, à Madagascar.

Avant d'aborder le vif du sujet, il est important pour nous d'identifier le contexte où l'institution financière CECAM évolue. Connaître son profil historique, son cadre spatial, son environnement socio – culturel et ses potentialités économiques nous aident à comprendre les enjeux de la micro finance dans le cadre du développement rural.

Chapitre1 : Situation géographique et découpage administratif

a. Découpage administratif :

La commune rurale de Tsiafahy se situe dans l'axe de la route nationale N° 7 menant à Antsirabe. Cette commune se trouve à 21 kilomètres de la capitale de Madagascar. Elle fait partie de l'une des 27 communes⁹ composant le district d'Antananarivo Atsimondrano. Située dans la province autonome d'Antananarivo et comprise dans la Région d'Analamanga, la commune est limitée :

- au Nord par la CR de Bongatsara (ex – Anjomakely) et la CR d'Ambohijanaka
- au Sud par la CR d'Ambalavao ;
- à l'Ouest par la CR d'Ambohijoky
- au Sud – Est par la CR d'Ambatofahavalô ;
- à l'Est par la CR de Masindray et la CR d'Ankadinandriana. Cette dernière commune faisant partie du district d'Antananarivo Avaradrano.

La CR de Tsiafahy couvre une superficie de 58,54 km² avec une densité de 127 habitants/km².

La commune est subdivisée en 15 fokontany¹⁰ à savoir : Ambatolokanga, Ambohimadana Nord, Ambatofotsy, Ambohaja, Ambohibololona, Ambohikely, Andrefandrano, Ankazobe, Ankorondrano, Avarabohitra, Masomboay, Soamanandray, Soavina, Tsiafahy, Vatovaky.

Le chef-lieu de la commune se trouve à Tsararivotra dans le fokontany d'Ambatofotsy.

⁹ Voir Carte n°1 « District d'Antananarivo Atsimondrano », p.13

¹⁰ Voir Carte « Localisation des Fokontany de la Commune rurale de Tsiafahy », p. 10

LOCALISATION DES FOKONTANY DE LA COMMUNE RURALE DE TSIAFAHY
Fivondronanam-pokontany Antananarivo Atsimondrano



Edition : ANAE, Mai 2003
Sources : Carte Topographique, BD 500
Carte Forestière de la commune Tisafhy
Echelle : 1/120000

LEGENDE

- Chef lieu de commune
- Chef lieu de fokontany
- Village
- Limite communale
- - - Limite fokontany
- Hymérisque
- Cours d'eau permanent
- Rivière
- Lac

b- Situation géographique

Tout au long de cette partie, nous allons essayer de comprendre la problématique de la population en rapport avec son milieu. Pour ce faire, il s'agit d'envisager les impacts des facteurs naturels dans l'aménagement, d'envisager la nature des contraintes qui induisent parfois les risques pouvant être associés à l'enjeu de la pénétration de la micro finance dans cette commune.

b.1. Le Relief

La CR de Tsiafahy est située dans les Hautes terres centrales de Madagascar.

Les parties centrales de la commune et la zone Nord – Est sont dominées par la chaîne montagneuse de Mahalaina qui a un point culminant allant jusqu'à 1576 m d'altitude. Cette zone est caractérisée par des sols arides et rocheux à vocation forestière.

La zone basse de la commune s'étend sur la vaste plaine d'Ambohaja jusqu'à la plaine d'Ambohikely et de Bemasoandro. Elle est constituée de sols fertiles et argileux favorisés par le passage de la rivière Sisaony. Elle permet aux paysans de pratiquer des cultures maraîchères, du riz, des fraises et des fleurs.

b.2. Climatologie

Le climat de la CR de Tsiafahy est caractérisé, d'une façon générale, par un climat tropical d'altitude relativement tempéré semblable à celui de la capitale, généralement à deux saisons bien distinctes. Lors de notre passage, les responsables de la commune nous ont confié les aléas climatiques et la température caractérisant cette commune à chaque saison :

- de mai à août, il fait très froid, la température varie de 10° à 22°.
- de septembre à novembre, saison chaude et pluvieuse, la température peut atteindre les 28°.
- de décembre à février, période cyclonique, l'inondation dans les zones basses de la commune est fort probable.
- de Mars à Avril, le climat est modéré avec une température qui se situe à 15° minimum et 24° maximum.

Durant les cinq dernières années, la commune a enregistré une pluviométrie annuelle de 1500mm à 1850mm.

b.3. Hydrographie

Comme la plupart des grands fleuves malgaches prennent leurs sources dans les Hautes terres centrales, en ce qui concerne le cas de la CR de Tsiafahy, quelques ruisseaux prennent leurs sources dans les vallées. Parmi eux, nous pouvons citer :

- le ruisseau de Varahina traversant les régions de Masomboay, d'Andrefandrano, d'Ambohimadana Nord et d'Ambohibololona ;
- le ruisseau d'Andavakamalona parcourant les vallées d'Ankazobe et d'Ambohaja.

Ces cours d'eau présentent un avantage, car ils facilitent la pratique des cultures de contre – saison pour les paysans.

La Sisaony sillonne une grande partie de la commune (10km), elle joue un grand rôle dans la vie des paysans. D'une part, elle participe à la fertilisation des sols grâce aux résidus qu'elle y dépose au cours de la montée des eaux, et d'autre part, elle constitue un

réservoir d'eau pour l'irrigation des rizières en début de la saison de culture. Cependant, lorsque la Sisaony sort de son lit, elle cause des dégâts importants pour la population à cause de sa pente très faible et son cours plein de sable.

L'Ikopa traverse la partie Nord – Est et constitue la délimitation géographique avec le district d'Antananarivo Avaradrano. Elle est moins courte que le Sisaony.

c. Forêts, végétation et mines

Par la suite, des feux de brousses répétés, aucune forêt naturelle n'existe dans la CR de Tsiafahy. Les variétés de plantes et de végétations sont donc pauvres. Seuls les Pins et les Eucalyptus nouvellement plantés ou issus d'anciens reboisements entrepris par les paysans locaux en collaboration avec les techniciens du service des Eaux et Forêts y poussent. Des reboisements sur les montagnes et sur les bordures des champs sont parfois observés. 441ha de reboisement ont été réalisés avec le projet suisse, tandis que 37ha ont fait l'objet de reboisements individuels.

La couverture végétale de la commune, durant ces quatre dernières années a connu une nette amélioration grâce à une nette diminution de la pratique du Tavy et des feux de brousse.

Actuellement, près des deux tiers de la superficie de la commune sont recouverts de steppes (bozaka).

Enfin, les responsables de la commune nous ont signalé qu'ils ont trouvé des traces de graphite et d'or à Antevana (Fokontany de Soavina) et de mica à Ambohimiadana et à Ankorondrano mais de faible quantité.

Chapitre 2 : Analyse de la situation démographique de la population dans la commune rurale de Tsiafahy

a- Bref rappel historique

Le village de Tsiafahy et ses environs sont créés au cours du XVII^e siècle. Avant, elle s'appelait commune rurale de Tsararivotra, mais à partir des années 1993, elle est nommée CR de Tsiafahy.

Si nous tenons compte de cette appellation « Tsiafahy », c'est que, durant la conquête du Roi Andrianampoinimerina (1787-1810), selon les dires du « ¹¹Ray aman-dreny ». Le roi a voulu aménager le village qui est entouré d'un profond fossé où habitaient des gens prestigieux. En ce temps, il n'existait qu'une seule issue (portier en rocher) bien gardée pour assurer l'entrée et la sortie du village. Vu cette situation, le roi, par l'intermédiaire de ses collaborateurs, avait isolé les habitants de ce village. Il a coupé toutes les voies d'eaux qui alimentaient le village. A la suite du manque d'eau à boire, les habitants ont abdiqué.

Pour assurer sa victoire, Andrianampoinimerina y a placé sa deuxième concubine appelée « Rasamoina » et a promis à la population de ne plus leur priver d'eau : « *Tsiafahy*

¹¹ Les grands-parents

*rano intsony*¹². A partir de ce jour, le village fut appelé « Tsiafahirano », cette dénomination qui parut assez longue pour le roi et la majorité de la population, au cours du temps, il l'a abrégé en « Tsiafahy ». Ce nom n'a été officialisé qu'après le découpage des collectivités décentralisées en 1993. Parallèlement à l'installation de sa femme au village, le roi a fait émigrer sa proche famille « Randriatakala » venant d'Ambohijoky pour partager les terres de ce village à ses sept enfants.

Une partie de la population était des descendants de cette famille et composait les grands propriétaires terriens. La majorité de la population ne restait plus au village. Mais une autre partie composait les migrants originaires de l'Imerina, du Betsileo et des gens venant de la partie Sud de Madagascar.

b- Evolution démographique

La commune rurale de Tsiafahy compte actuellement 15000 habitants, selon les estimations, mais faute de documents officiels, nous nous contentons du chiffre inscrit dans le Plan Communal de Développement 2004.

Le taux d'accroissement naturel est de 3,02% avec un taux de croissance annuelle de 2,7%. Nous pouvons déduire que le rythme de la croissance est rapide. Cette augmentation de la population est due à un taux de natalité nettement élevé de 34 pour mille en liaison, d'une part, avec le progrès d'hygiène et de la médecine et d'autre part, avec les facteurs socio – culturels favorisant encore un taux de fécondité élevé.

Ainsi, les flux de migrations internes contribuent à modifier de plus en plus les densités de la population dans cette commune.

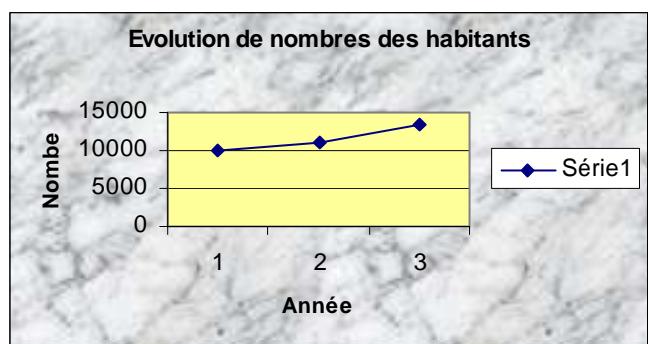
Actuellement, elle est composée de 2013 ménages avec une taille moyenne qui tourne autour de 6 à 8 personnes.

Le graphe ci-dessous reflète l'évolution de la population durant les cinq dernières années.

Tableau 2et graphe 1: Evolution des habitants à Tsiafahy

Année	2000	2002	2004
la population	9923	11071	13324

Source : P.C.D, p,9, année 2004



b.1. Structure de la population

- Structure par âge

La structure par âge de la population démontre que la majorité a moins de 25 ans.

Elle reflète bien la forme classique de la structure par âge des pays pauvres.

¹² « Je ne vous priverai plus d'eau »

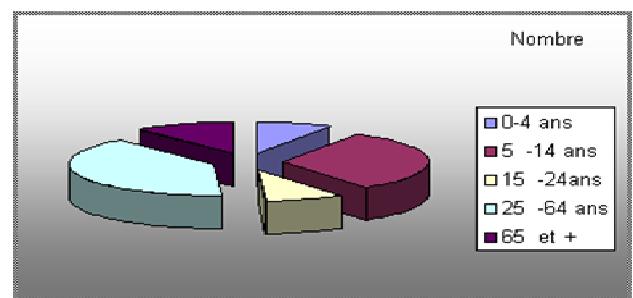
En plus, la population active représente 40% de la population totale. Celle-ci reflète la présence d'une migration interne très forte parce qu'en général les émigrants restent toujours des populations jeunes en quête d'emploi. Cette large population active pourrait être source d'enrichissement de la commune si chacun d'eux a une activité stable et productive. Par contre, elle devient source d'appauvrissement si son activité n'est pas fructueuse.

Pour plus de précision, nous allons essayer de montrer à partir de ce graphique la répartition par tranche d'âge de la population.

Tableau 3 et graphe 2: Répartition par tranche d'âge

Age	Nombre	%
0-4 ans	1126	8
5 -14 ans	4256	32
15 -24ans	1181	9
25 -64ans	5295	40
65 et +	1466	11
Total	13324	100

Source : P.C.D, p.9, année2004



Cette population jeune qui s'est beaucoup accrue pourrait être un risque pour la CR de Tsiafahy à cause de sa proximité de la capitale, entraînant l'exode rural des jeunes, à la recherche d'emploi dans les zones industrielles, notamment à Tanjombato, à Ankadimbahoaka et à Ankorondrano

• Répartition par sexe

Nous tenons à souligner que la population féminine représente 55% de la population totale.

• Répartition par niveau d'instruction

Une grande partie de la population est alphabète (85%) grâce aux différentes activités de sensibilisation entreprise par les différentes entités (Etat, O.N.G., associations). Seuls 15% de la population n'ont pas eu la chance de fréquenter l'école mais la plupart d'entre eux savent lire et écrire quelques phrases courtes en malgache et ont un savoir vivre acceptable. La majorité d'entre eux sont des personnes du troisième âge. Plus de 50% de la population ont leur CEPE, et les jeunes ont fréquenté le CEG ou le Lycée. Nous avons rencontré même des universitaires ...

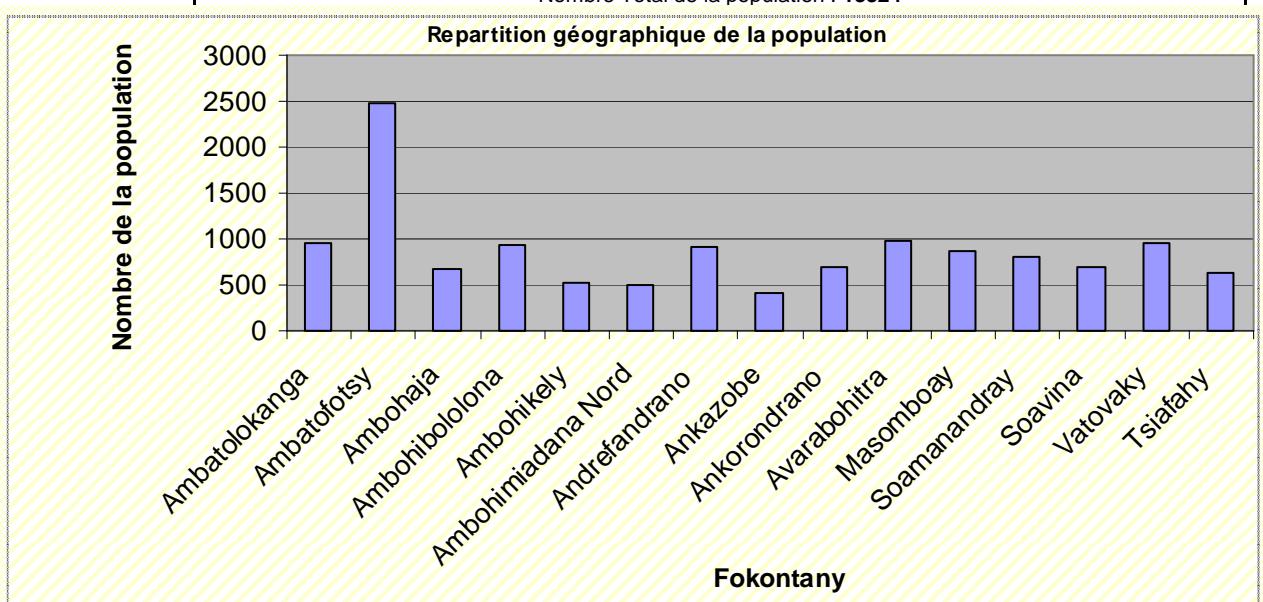
Ce niveau d'étude joue un rôle important dans l'enjeu de l'intégration de la population dans la micro finance.

Dans un endroit où le niveau d'étude de la majorité de la population est très faible, il n'est pas facile de faire comprendre, les différentes techniques bancaires (calcul taux d'intérêt, mode de paiement, modalité d'octroi de crédit,)

b.2. La répartition spatiale de la population

Tableau 4 ET GRAPHE 3 : Répartition spatiale de la population

Fokontany	Nombre de la population		Fokontany	Nombre de la population	
	Chiffre	%		Chiffre	%
Ambatolokanga	966	7,2	Ankazobe	413	3,1
Ambatofotsy	2477	18,5	Ankorondrano	704	5,3
Ambohaja	664	4,9	Avarabohitra	970	9,7
Ambohibololona	937	7,1	Masomboay	865	6,5
Ambohikely	518	3,9	Soamanandray	803	6,1
Ambomihiadana Nord	490	3,7	Soavina	701	5,3
Andrefandrano	905	6,7	Vatovaky	962	7,2
			Tsiafahy	633	4,8
Nombre Total de la population : 13324					



Source : P.C.D, année 2004

La densité de la population est de 227 habitants/ km² cette densité est variable selon les fokontany enclavés ou desservis par les routes.

Ainsi, les facteurs de cette inégale répartition sont surtout historiques, le cas d'Avarabohitra et d'Ambohibololona (premiers villages) ; géographiques, économiques et sociaux : les zones d'implantation des émigrants, le cas d'Ambatofotsy et d'Ambatolokanga. De ce fait, la majorité de la population se concentre sur les zones favorables aux activités agricoles plus intenses, le cas du Fokontany d'Ambohaja et d'Ambohibololona.

Chapitre 3 : Les potentialités économiques de la commune rurale de Tsiafahy

La diversité des activités humaines constitue la potentialité économique de cette commune. L'agriculture, l'élevage, l'artisanat, le commerce et l'hôtellerie constituent une importante source de revenu non négligeable pour la population.

a- Agriculture et occupation du sol

Les zones, à forte potentialité agricole de cette commune, se situent généralement le long du fleuve de l'Ikopa, au Nord et de la Sisaony, au Sud. Ce sont des plaines fertiles ayant une très grande aptitude à toutes activités agricoles toutefois sujettes à des inondations.

Nous allons énumérer, dans le tableau ci – dessous, les cultures les plus productrices dans le CR de Tsiafahy.

Tableau 5: *Productions et rendements par spéculation*

Spéculation	Superficie cultivée	Rendement / ha	Production en tonnes
Riz	862	1,55	1293
Mais	60	2	120
Manioc	250	12	3000
Haricot	125	1,2	150
Brèdes	24,1	9,7	233,5
Fraises	48	6	288
Petit pois	56	2,5	140
Autres (Pommes de terres, Patate, Saonjo, Tomate)	18,48	15,46	358,43

Source : Service de l'Agriculture d'Ambatofotsy, année 2004

- la riziculture représente la principale activité agricole. Il s'agit de la riziculture irriguée de bas fonds, pratiquée dans l'ensemble des périmètres. La pratique du repiquage en ligne, les modes de cultures restent traditionnels. En plus, les matériels de production utilisés sont en majorité rudimentaires, sauf pour quelques agriculteurs plus ou moins aisés, qui possèdent des herses, pelles, sarclées et charrués.

Dans la plupart des cas, la production rizicole est destinée à l'autoconsommation et n'arrive à tenir que pour cinq à six mois par an.

- pour les cultures de contre – saison, les cultures de légumes sont en général destinées au commerce. Les cultures vivrières se pratiquent sur les baiboho et / ou sur tanety (maïs, manioc ...). Le manioc est la spéculation la plus pratiquée par bon nombre d'agriculteurs. Ces cultures servent à l'alimentation du bétail et de complément d'alimentation humaine. Une partie de la production est destinée à la vente pour le marché et pour les visiteurs du dimanche.

- La culture de fraises fait la renommée de la commune. En effet, elle est l'une des principales sources de revenus des paysans. Sa culture se fait le long des cours d'eau

et dans les rizières après la récolte du riz. La production est presque entièrement destinée à la vente.

- l'horticulture mérite d'être signalée. Elle est très répandue dans les Fokontany d'Ambatolokanga et de Vatovaky. Les fleurs dans la plupart des cas sont vendues à Anosy et constituent une part de revenus non négligeables pour la population.

L'appropriation du terrain à cultiver joue un grand rôle dans le domaine de l'agriculture. L'exiguïté des parcelles de rizières s'ajoute à ces problèmes.

La riziculture et les cultures maraîchères sont très pratiquées dans cette commune, figure 1 et 2



b- Activités secondaires : La pratique d'activités secondaires est non négligeable dans cette commune. 8 % des ménages effectuent des activités relatives à leurs spécialités. Ces activités touchent le secteur secondaire ou tertiaire.

b.1. Elevage

Presque la totalité des ménages pratiquent l'aviculture. Les volailles sont composées de poulets de race locale, d'oies et de canards. La pratique de cet élevage est considérée comme une habitude pour chaque foyer qui dispose d'au moins six à huit volailles.

L'élevage porcin est assez faible en raison de la prolifération des maladies (peste africaine, cysticercose, ...). Une minorité de la population élève des porcs de race locale, de

lapins. Sa pratique reste encore très limitée à cause des problèmes d'alimentation et d'amélioration génétique, surtout pour le cas de l'élevage porcin.

L'élevage bovin est pratiqué pour alléger les travaux agricoles mais n'est pas une activité lucrative.

Un vétérinaire assiste les paysans de toute la partie Sud du district d'Antananarivo Atsimondrano.

Une tuerie existe à Ambatofotsy parce que la commune ne dispose d'aucun abattoir.

Une partie de la population pratique la rizipisciculture et la pisciculture du fait de l'existence de lacs et d'étangs.

52 lacs et étangs sont répartis à l'intérieur de la commune dont la majorité est concentrée dans la région de Zafimbazaha et le long du fleuve Sisaony. (Dobon – dRadama, Andranonondry, Fotsara, ...)

Ainsi, la pratique de la pêche profite aux trois communes voisines.

b.2. Tourisme et hôtellerie

Les variétés de possibilités en matière de tourisme dans la commune permettent aux visiteurs (Malgaches ou étrangers) de choisir les sites qu'ils préfèrent selon leurs possibilités et leurs goûts personnels. En plus, beaucoup de paysans vendent leurs produits durant le week-end car ces visiteurs restent leurs premiers clients potentiels.

Le tourisme constitue une source de revenus pour la population dans cette commune : pour ceux qui tiennent les hôtels, les petits restaurants et les bungalows.

Tsiafahy possède des atouts naturels qui peuvent favoriser le tourisme.

Tableau 6 : Sites les plus visités par les visiteurs malgaches

SITES	ATTRACTONS		
Ambonin'ny Tunnel	Achat de Maïs Grillé	de Fruits	Promenade
Antetezana Avaratra	Promenade		Marché
Masotsora	Promenade	Marché,	Pêche
Station forestière de		Pêche	
Sisaony	Sports	et	Loisirs
Morafeno	Promenade,	Pêche	Marché
Ambodivary	Sports	et	Loisirs

« Le Carat », dirigé par un natif de la commune, financé par la « Banky Fampandrosoana ny Varotra (BFV), très connue dans les années 1990 pourrait être une preuve tangible de la réussite du partenariat avec les institutions financières. « Le Carat » se situant au bord du lac Ambodivary, reconnu internationalement, est visité fréquemment par des nationaux et des touristes étrangers.

Le lac Ambodivary à Ambatofotsy est aménagé pour être un lieu de prédilection touristique et de loisir. La pêche y est réservée aux visiteurs.

b.3. Artisanat et autres activités

La diversification des activités de la population constitue un atout majeur pour les ressources économiques de la commune.

Tableau 7 : Les activités secondaires les plus pratiquées par la population

Types des activités	Nombre de famille	Types des activités	Nombre de famille
Couture et broderie	117	Police/ gendarme	45
Salariés privés	229	Pêche	38
Commerçants	134	Tissage	27
Briqueterie	97	Maçonnerie	36
Fonctionnaire	115	Coiffure	8
Vannerie	48	Vulcanisation/soudure	9
		Autres	125
TOTAL GENERAL :		1028	

Les produits issus de la broderie et de la couture sont généralement vendus à Antananarivo et aussi destinés à l'exportation (La Réunion et l'Ile Maurice)

Source : P.C.D, , année2004

c . Autres infrastructures existantes assurant le développement de la commune

c.1. Moyens de transports

Les routes sont actuellement les moyens de transport les plus utilisés dans cette commune mais le réseau est encore peu développé. Les routes existantes bitumées sont mal entretenues, à part la Route Nationale (RN7). Leur réhabilitation coûte cher et la construction de nouvelles routes, notamment les pistes rurales est très onéreuse. En outre, les conditions géographiques et les charrettes utilisant ces pistes ne favorisent pas la construction et la durabilité des routes.

Les routes menant aux fokontany se trouvent dans un état lamentable surtout durant les saisons de pluie, périodes durant lesquelles, les routes deviennent glissantes et boueuses. L'accès à Ambatofotsy devient très difficile, surtout pour les femmes et les enfants.

Les moyens de transport les plus utilisés dans cette commune sont le transport à dos et à tête d'homme, la bicyclette, les charrettes qui assurent le transport des produits destinés à la vente.

Ainsi, KOFIAVO, la seule coopérative de transport, dessert la commune et les autres zones avoisinantes (Ambalavao, Ambatofahavalao et Antananarivo).

Le réseau ferroviaire, suite aux problèmes rencontrés par le RNCFM, a été interrompu depuis 1985. Pourtant le train de banlieue a beaucoup facilité le transport régulier des personnes et des marchandises.

c.2. Télécommunications

Le système de télécommunication s'est modernisé rapidement, presque les stations privées et les chaînes télévisées nationales sont captées par la population. Le téléphone mobile, les télécopieurs ont fait leur apparition au village d'Ambatofotsy.

c.3. Sécurité

La sécurité est l'un des piliers du développement, il existe un poste avancé de la gendarmerie basé à Ambatofotsy. Chaque fokontany dispose de cinq quartiers mobiles et est doté d'une structure « d'andrimasom – pokonolona¹³ ».

Le centre pénitencier de Tsiafahy se trouve dans le fokontany d'Avarabohitra. Vingt cinq gardes pénitentiaires assurent la gestion du centre.

L'insécurité concerne essentiellement le vol de volailles et l'infraction de domicile.

Avant de terminer cette première partie, il est opportun pour nous d'évoquer l'existence de la micro finance dans cette commune.

c.4. L'institution financière mutualiste CECAM

Dans les années 1998, l'installation définitive de la CECAM dans le fokontany d'Ambatofotsy a changé le comportement de la population en matière de financement et d'épargne, même si le taux d'adhésion reste encore faible.

* * *

Cette partie nous a permis de comprendre les contraintes et les ressources naturelles et humaines dont dispose la commune. Nous pouvons les résumer comme suit :

- premièrement, elle a une population à majorité jeune et active, 85% pratiquent l'agriculture comme activité primaire. Ainsi à partir de l'échantillonnage que nous avons effectué durant notre enquête, et l'observation personnelle sur terrain, nous pouvons déduire que la classe¹⁴ sociale peut se subdiviser en 4 catégories :

- * la classe sociale de très faible revenu (32%), pauvre et vivant au jour le jour ;
- * la classe sociale à faible revenu (35%) représentant les familles nombreuses ayant une faible superficie de terre à cultiver et pratiquant le métayage. Elles n'arrivent pas à épargner de l'argent ;
- * la classe sociale moyenne (20%) ayant une source de revenu autre que l'agriculture ;
- * la population ayant un mode de vie aisés (13%) regroupant les familles de grands propriétaires terriens ;

¹³ Garde collective du village

¹⁴ Pour les raisons d'inexistence de données démographiques détaillées par le PCD, nous avons essayé d'élaborer notre propre définition de la classe, selon M. WEBER qui se définit comme suit : « collection d'individus regroupés à partir de la similitude de leur situation et ayant la même chance devant la vie ». Henri MENDRAS/Jean ETIENNE : « Les grands auteurs de la sociologie »

- deuxièmement, la CR de Tsiafahy n'étant pas très éloignée de la capitale, les modes de vie de la population reflètent ceux de la grande ville : ce fait est dû aux migrants et à l'influence de la ville. Aussi, l'accès à l'information ne s'avère-t-il pas difficile ;

- troisièmement, nous avons pu connaître les différentes formes d'organisation sociale, car la commune, de par son cadre spatial, pourrait avoir une grande potentialité économique, sociale et touristique si la population a la capacité d'exploiter rationnellement ses ressources.

Cette partie nous mène à prendre conscience de la réalité que présente la commune où s'est implantée la CECAM.

Partie II

Généralités sur les activités de la CECAM

Afin de pouvoir apprécier le fonctionnement de cette situation financière, la CECAM, et de comprendre les impacts de ses activités sur le développement de la commune de Tsiafahy, il convient alors de procéder à l'étude de l'évolution du financement agricole à Madagascar avec ses principaux modes de fonctionnement.

A partir de ces données historiques et de la situation actuelle en matière de crédit agricole proposé par la CECAM, nous essaierons de déterminer les expériences des paysans dans ce domaine.

Enfin, nous présenterons la procédure sur la collecte d'épargne et l'octroi de crédit proposé par la CECAM, ainsi que le type de financement et celui de l'épargne qui intéresse la majorité de nos agriculteurs à Tsiafahy.

Chapitre 1 : Evolution historique sur le crédit agricole à Madagascar

a- Bref rappel sur le crédit agricole à Madagascar¹⁵

Le financement du monde rural constitue indéniablement l'élément le moins maîtrisé du paysage du système bancaire malagasy. Dès les années 1920, la dotation de crédit a pour vocation pure et simple d'octroyer aux colonisateurs afin de faciliter leurs installations à Madagascar en vue de l'aménagement des terrains cultivables, comme l'Itasy, l'Alaotra, ...

De 1975 à 1985 la plupart des institutions financières existantes n'étaient vraiment pas intéressées aux financements des activités agricoles. La Banky fampandrosoana ny Varotra (BFV) s'est spécialisée surtout dans le domaine commercial ; la Bankin'ny Indostria (BNI) a orienté ses investissements dans le domaine de l'industrie et du commerce. La Banque Malgache de l'Océan Indien (BMOI) s'investit largement aux financements des zones franches. Seule la Bankin'ny Tantsaha Mpamokatra (BTM – BOA) s'est engagée dans le financement du monde rural.

La méthode utilisée est largement inspirée sur le modèle français qui est loin d'être adapté au contexte des paysans malgaches. Ces paysans, mis à part quelques notables, sont écartés de la réflexion quant à la conception du système et de son fonctionnement. Mais ils essaient de profiter de la situation. « La majorité des paysans tentent d'obtenir le plus de crédit possible et d'en rembourser le moins ». En plus, la lourdeur des activités et les responsabilités données aux paysans, surtout aux collectivités, dans la gestion et le suivi des crédits, ne font qu'envenimer la situation. Les bénéficiaires ne se sentent pas responsables et ils ont négligé le remboursement du crédit.

Après ces différents échecs successifs, dûs au système inadapté pour les paysans, d'autres tentatives ont été mises en œuvre pour redémarrer les activités du crédit qui vont de pair avec le Programme d'Ajustement Structurel (PAS) dans les années 1980. Les problèmes observés durant les phases précédentes se sont reproduits et les résultats restent toujours négatifs. La défaillance de cette nouvelle pratique n'a été soulevée qu'à l'arrivée de la

Cette partie est inspirée de ces ouvrages : « Contribution géographique à l'étude bancaire » ; « Le rationnement de crédit dans les pays en voie du développement ». Cf. références bibliographiques

FAO¹⁶ en 1986. A partir de ces difficultés, la FAO a lancé une nouvelle ligne de crédit en devenant la principale concurrente de la BTM.

La région d'Itasy a été la première cible de cette nouvelle structure. Les taux d'intérêts de crédit étaient plus élevés (24%) que ceux appliqués à la BTM (variant de 13,5 à 14,8 %). Beaucoup d'activités ont été réalisées avec le groupement paysan, mais sans suite.

Puis, vers la fin des années 1990, nous avons constaté l'émergence des institutions de la micro finance. Celle-ci a été favorisée par les actions de libéralisation de l'économie, avec le partenariat de la Banque Mondiale et des opérateurs techniques spécialisés qui ont apporté à la Grande Ile leur savoir-faire issu de leurs interventions en Afrique et dans d'autres continents (CIDR, FERT). Les partenaires financiers ont canalisé la contribution du financement agricole à travers l'Agence pour la Gestion du Programme Micro finance Planifié (AGEPMF).

Les insuffisances et la défaillance du secteur vis-à-vis des zones rurales ont notamment motivé l'implantation de la micro finance. Et il est à signaler que la micro finance à Madagascar a d'abord été rurale.

La Caisse d'Epargne Malgache (CEM) et les CCP participent également à la collecte d'épargne dans les grandes villes et les districts, mais ne permettent pas l'accès des paysans aux crédits. Mises à part ces institutions financières légales, la pratique de l'usure et d'autres formes d'octroi de crédit qui se basent sur l'esprit de confiance mutuelle et de solidarité familiale restent toujours courantes à Madagascar.

Nous avons rencontré ce dernier type de financement et d'emprunt durant la collecte des données sur terrain. Voici un petit secret familial livré par un père de famille âgé de 53 ans : « J'ai 5 enfants, 3 garçons et 2 filles, ils ont tous leurs familles. Nous avons élaboré une stratégie pour assurer l'entraide entre frères et sœurs parce que nous ne savons pas ce que la vie nous réserve. Chacun d'entre eux cotise Ar 5000 par mois, c'est le père qui est le trésorier, si l'un d'entre eux a un problème d'argent, le père convoque une réunion familiale et l'emprunteur signe un contrat de remboursement de la somme demandée à une date précise devant l'Assemblée ».

Le deuxième exemple se base sur « *Trano atsimo sy avaratra, izay tsy mahalen – kialofana* ¹⁷ ». La majorité des paysans font l'emprunt aux proches et / ou aux voisins lorsqu'ils sont en difficultés financières.

Ces formes d'entraide restent minimes, parce que la somme demandée variant de Ar 10000 jusqu'à Ar 20000 s'avère insuffisante pour le financement d'un projet agricole. Il est à remarquer qu'à partir de notre enquête, si l'emprunteur n'arrive pas à rembourser, le prêteur accepte le remboursement en nature (riz, maïs), vu qu'il n'y a ni intérêt, ni sanction.

Pour résumer cette partie, nous allons présenter l'évolution du crédit agricole à Madagascar .

¹⁶ Raharilala : « Le paysage du crédit agricole à Madagascar », Mémoire de fin d'étude en science agronomie, ESS Agronomie, Antananarivo, 1996, p 6-24

¹⁷ Les habitants de maisons contiguës vont s'abriter, pendant le saison de pluie, chez ceux qui ont un bon toit.

Tableau 8 : Evolution du crédit agricole à Madagascar

Année la plus marquante	1920 – 1960	1962 – 1980	1981 – 1991	1993 – 2006
Autorités nationales responsables	Conseil Supérieur du paysannat	Ministère de l'agriculture		
Offreurs de crédits		Ministère de l'agriculture	Ministère de l'agriculture et organismes privés	
Organismes de crédit	CCCA. Crédit de Madagascar	Banque Nationale Malgache (BNM)	Bankin'ny Tantsaha Mpamokatra (BTM)	Micro finance - Institution Financière Mutualiste (OTIV, CECAM, Adéfi, AECA,...) - Crédit direct ne nécessite pas la constitution d'une épargne préalable (SIPEM, APEM, Volamahasoa) - Projet à volet direct PSDR, FIDA, ...
Système et contexte socio - politique	Lancement de crédit modèle français « colonisation »	Crédit avec recherche de garanties	Nationalisation des banques avec la responsabilisation des collectivités	Financement du monde rural à montant limité avec la politique de libéralisation
Résultats	Taux de pénétration et remboursement très faible			
Type de crédit	Crédit Individuel	Crédit par groupement	Crédit solidaire Crédit individuel	Crédit individuel Crédit par groupement
Limite	Système inadapté aux conditions rurales Crédits destinés seulement aux paysans riches et aux colons	Laxisme des collectivités même elles étaient le premier garant de crédit Encadrement insuffisant	Crédit essentiellement favorisant les particuliers. Taux de remboursement très faible	- Taux d'intérêt élevé - Garantie réelle - Non implication des bénéficiaires - Crédit sans ou avec l'épargne

Source notre propre enquête

b- Aperçu général sur la dynamique de la CECAM

b1. Historique

Le réseau CECAM est le système financier mutualiste leader à Madagascar. Il est fondé sur une conception purement mutualiste à base de capital et de caution.

Du point de vue historique, il est créé à partir de l'expérience pilote du crédit rural. Ce pilotage a été lancé dans la région de Vakinankaratra en 1986 par des agriculteurs et des éleveurs appuyés par le FERT, cette expérience a donné naissance à une caisse villageoise en 1990.

A partir de 1993, avec l'appui de la FERT et de la Fondation Internationale de Crédit Agricole Rural, la CECAM a été créée pour fournir des services seulement aux agriculteurs et aux éleveurs (paysans). Actuellement elle s'installe presque dans les villes (Antananarivo, Ambatolampy, Antsirabe, ...)

Sur le plan financier, au départ, elle a utilisé une grande partie des ressources externes (ligne de crédit), mais avec le temps, la CECAM a développé l'esprit mutualiste par les sociétaires. Elle a élaboré un système approprié à l'objectif mutualiste par la responsabilisation des paysans. Ceci se traduit par l'emploi de leurs propres ressources et par des processus de décision d'octroi de crédits aux membres dispersés et reposant sur des élus à l'Assemblée Générale des sociétaires¹⁸. Ce mécanisme financier mutualiste a été conçu et mis en œuvre pour constituer le capital social qui est la base financière des réseaux CECAM. Chaque sociétaire doit apporter sa part à la constitution du capital « part social fixe » d'un montant forfaitaire pour tous les sociétaires du réseau à Madagascar (AR 20 000).

Les principaux bailleurs de fonds du réseau sont l'Union Européenne et l'Agence Française du Développement (AFD). L'ICAR reste son premier partenaire technique. Le bon de trésor malgache et le MAEP figurent parmi les premières structures étatiques collaborant avec la CECAM. Dans les années 1996, le réseau CECAM a noué des relations d'affaires avec les banques BOA, BNI – CL et les partenaires financiers / technique comme la PNUD et le FENU.

Le réseau CECAM est présent dans la région du Vakin'Ankaratra, d'Amoron'i Mania, d'Analambana et d'Itasy, d'Alaotra Mangoro et du Menabe.

En fin Décembre 2005, le réseau regroupe 83029 sociétaires répartis dans les 172 caisses.

b-2. Raison du choix de l'implantation de la CECAM dans la CR de Tsiafahy

En ce qui concerne la CECAM à Ambatofotsy, elle s'est installée dans la CR de Tsiafahy, pour collaborer avec les paysans afin d'assurer le développement de leurs activités et de leurs autonomies financières.

Sa première année d'exercice en 2000 a modifié le comportement de la population en matière d'épargne et de crédit, même les impacts restent très limités (voir partie III).

La CECAM à Ambatofotsy est ouverte pour ses clients « le mardi » et « le jeudi ». Ceci est dû au nombre des clients, et aussi par faute de personnels techniques. La plupart d'entre eux (caissiers, agents de crédits) occupent autres fonctions comme adjoints techniques de l'agriculture, commerçants et enseignants. Cette ouverture momentanée de la CECAM entraîne un problème pour les gens parce que, au cas où ils veulent faire du versement, (épargne) ou pour le traitement des dossiers (demande de crédit), ils doivent attendre ces deux jours ouvrables.

Lors de notre passage, la CECAM comporte 238 membres ; la majorité de ces sociétaires sont des agriculteurs même s'ils pratiquent d'autres activités secondaires.

Dès son arrivée à la commune de Tsiafahy, la CECAM a considéré que le financement de l'agriculture est une priorité pour favoriser l'exploitation agricole familiale, tout en améliorant les conditions de vie et les conditions de travail des producteurs.

¹⁸ Cf. Organigramme de la CECAM

Chapitre 2 : La dynamique des membres de la CECAM à Ambatofotsy

a 1. L'attitude de la population à l'intégration de l'institution financière

La proximité de la commune à la capitale, influe sur l'intégration de la population dans l'institution financière, avant même l'existence de la CECAM.

Il est à noter que 36,6% de nos enquêtés sont déjà affiliées à d'autres institutions financières autres que la CECAM.

Le tableau ci – dessous montre l'attachement de nos enquêtés à d'autres institutions financières existant aux environs de la commune, à savoir l'Adéfi à Andohoranofootsy, le BOA, la BFV à Tanjombato et à Antananarivo, le CEM et la BNI – CL à Antananarivo.

Tableau 9 : Attitude de la population à l'intégration de l'institution financière

Institution financière			Banques			Micro finance			
Durée d'adhésion	Membres actuels	Depuis 20 ans	BTM BOA %	BFV %	BNI. CL %	CEM %	CCP %	Adefi %	TOTAL
		Depuis 10 ans	12	2	3	2	1	2	22
		Depuis 05 ans	8	0	5	2	3	1	19
	Anciens membres	Plus de 20 ans	5	0	5	4	2	0	16
		Moins de 20 ans	0	0	1	2	6	0	9
		Plus de 10 ans	0	3	0	0	2	1	6
		Moins de 10 ans	0	0	2	1	2	1	6
		Total :	28	15	18	16	18	5	100

Source : Enquête

Nous pouvons conclure à partir de ce tableau que la majorité des paysans enquêtés restent encore en contact avec les institutions financières classiques (Banques : BOA) et les micro finances traditionnelles comme la CEM et la CCP.

A la fin de cette section, nous allons ressortir, à partir d'un tableau, les avantages et les faiblesses que peuvent tirer les gens sur ces systèmes. Il est encore à noter que leur motivation principale est la sécurité de l'épargne selon le propos de l'enquêté, même si la CCP et la CEM n'offrent pas la possibilité d'octroi de crédit.

Cet accroissement des membres de la CEM pourrait être aussi dû à la facilité d'ouverture de compte dans les années 1990. Une personne peut ouvrir son propre compte avec Ar 20. Le seul problème des membres se base sur le mode de fonctionnement parce que les membres ne peuvent tirer de l'argent qu'après 15 jours de dépôt.

Enfin, nous avons remarqué une baisse du niveau de l'accès de la clientèle aux banques, au C.C.P et à la CEM. Ce qui explique l'augmentation de la demande vers la CECAM.

Tableau 10 : Etude comparative des avantages et les limites des institutions financières dans le domaine du financement.

<i>Institution Financière</i>	<i>Points forts</i>	<i>Points faibles</i>
	<u>Caractéristiques</u>	
	<ul style="list-style-type: none"> - Crédit solidaire. - Crédit individuel. - Garantie morale ou liquide (salaire). 	<ul style="list-style-type: none"> - Pas de préoccupation réelle des activités d'appui au financement du monde rural.
BOA	<ul style="list-style-type: none"> - Taux d'intérêt annuel de 15 à 25%. - Réseau implanté dans toutes les régions de Madagascar (District). - Taux de pénétration élevé - Crédits destinés aux paysans riches et modestes. 	<ul style="list-style-type: none"> - Crédit sans épargne entraînant le non remboursement. - Favorisant le laxisme des paysans. - Interlocuteur administratif.

<u>Caractéristiques</u>	
CECAM	<ul style="list-style-type: none"> -Crédit individuel. -Crédit par groupement. -Appui technique et suivi des paysans emprunteurs. <ul style="list-style-type: none"> - Garantie réelle, frein à l'accès des paysans pauvres au crédit.
	<ul style="list-style-type: none"> -Service de proximité. - Volonté de soutenir le développement rural. -différentes gammes de crédits. -Taux de remboursement élevé. -Epargne préalable. <ul style="list-style-type: none"> -Taux d'intérêt trop élevé. -Crédit destiné aux paysans moyens et riches. -Faible taux de pénétration. -Part sociale exigée.

Source : Auteur

a 2. Dynamique de la caisse à Ambatofotsy (CR Tsiafahy)

Depuis la création jusqu'à nos jours, le nombre des membres a connu une nette augmentation des clients, mais le taux de pénétration reste faible. Lors de sa première année d'exercice, la commune regroupait 137 membres provenant de la commune rurale de Tsiafahy et des communes avoisinantes. Jusqu'à l'année 2002, ce nombre a doublé grâce aux différentes techniques de mobilisation et de sensibilisation auprès des paysans, effectuées par les animateurs de la CECAM.

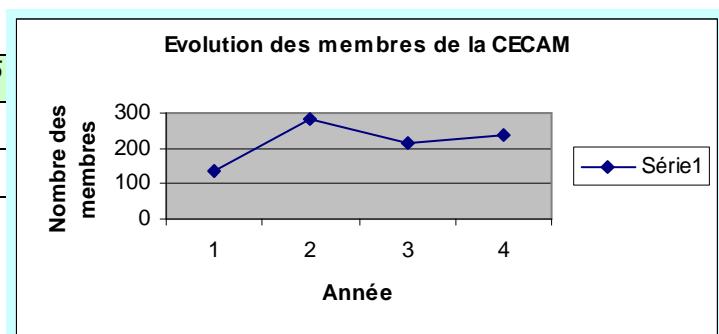
L'entretien que nous avons eu, a montré que tous les acteurs de développement de la commune ont été présents lors de la séance de sensibilisation (autorités locales, population, CECAM). A cette époque, les gens étaient convaincus que l'adhésion à la CECAM

constitue un appui et un atout pour mener les actions de développement dans tous les domaines.

La figure ci – dessous reflète l'évolution de la pénétration de la population dans la CR de Tsiafahy à la CECAM.

Tableau 11 ET graphe 4 : EVOLUTION DES MEMBRES DE LA CECAM

Année	2000	2002	2004	2005
Nombre des membres	0-137	285	214	236



Source : P.C.D, année 2004

- Nous avons remarqué à partir de cette courbe que la CECAM a connu un accroissement du nombre des adhérents allant de 35 % à 42 %. Nous avons assisté à une baisse en 2002, à cause de la crise faisant suite à l'élection présidentielle. Depuis 2002, nous avons observé un retour à la stabilité politique qui favorise la relance de tous les secteurs économiques. Le nombre des adhérents n'a cessé d'augmenter mais d'une façon très lente avec un taux de croissance annuelle de 17,5 %. Mais par rapport au nombre total des habitants de la commune, le taux de pénétration reste faible, 1,2 %.

Selon les résultats des recherches antérieures et ceux de l'enquête que nous avons effectuée sur l'intégration à l'institution financière, les attitudes et les comportements des paysans¹⁹ vis- à –vis de la CECAM, peuvent se classer comme suit :

- les paysans « dynamiques » : ce groupe de personnes ont une conception stratégique de l'économie de leur exploitation, en accordant une grande importance à toutes les informations concernant la promotion de l'agriculture. Ils intègrent facilement et volontairement la CECAM pour le maintien et l'amélioration de leurs productions. Ils sont « des leaders », en quelque sorte « des pionniers ».

- les « suivistes » adhèrent aux idées nouvelles, par imitation. La prise de décision pourrait être ostentatoire « en se référant aux groupes dynamiques ». En matière d'investissement, ils gèrent mais laissent les autres prendre les risques. Ils attendent les autres paysans réussir avant de décider à suivre leur pas.

- « les autonomes » : Ils sont ouverts à toutes informations concernant le mode de financement afin de pouvoir élaborer leur propre stratégie d'amélioration et de financement de leurs activités. Ils font l'épargne à court terme en fonction des créneaux du taux d'intérêt (voir épargne).

¹⁹ La catégorisation des paysans est tirée de l'ouvrage de RABAH (L), « Des sols et des hommes », éd. CHARLES LEOPOLD , Paris, 1998

- Les « isolés » : ils sont peu informés sur la CECAM, ils ont peur d'investir et leurs intégrations à la CECAM se font lentement. Il convient de connaître les conditions pour devenir membres.

b. Les membres

b 1. Adhésion

Toute personne morale ou physique désirant être membre de la CECAM doit remplir les conditions suivantes :

- les personnes physiques doivent constituer un dossier comprenant 2 photos récentes, un certificat de résidence ne dépassant pas 6 mois, le paiement du droit d'adhésion Ar 2000 et la part sociale fixe Ar 20000, obligatoire. Mais elle est remboursable deux ans après la démission du membre.

Les mineurs peuvent être parrainés par une personne proche (tuteur) jusqu'à l'âge de 18 ans.

Chaque membre est doté d'une fiche et d'un carnet qui certifie son adhésion ;

- pour les personnes morales (groupements, coopératives, associations), à part les conditions suscitées, elles doivent présenter leurs statuts et le récépissé de leur création. En plus, il devrait avoir deux membres au moins pour le virement et le retrait d'argent du groupement, Généralement, le trésorier et le président les représentent devant la CECAM.

b-2- Répartition socio – économique des membres

• Répartition géographique des membres

La CECAM située à Ambatofotsy essaie d'attirer le maximum de clients possibles par le biais des sensibilisations nombreuses auprès des paysans. De plus, la plupart des communes environnantes sont peuplées de paysans producteurs de fraises, de légumes, de fleurs,... L'inexistence d'autres institutions financières aux alentours de la commune, a incité la population à adhérer à la CECAM.

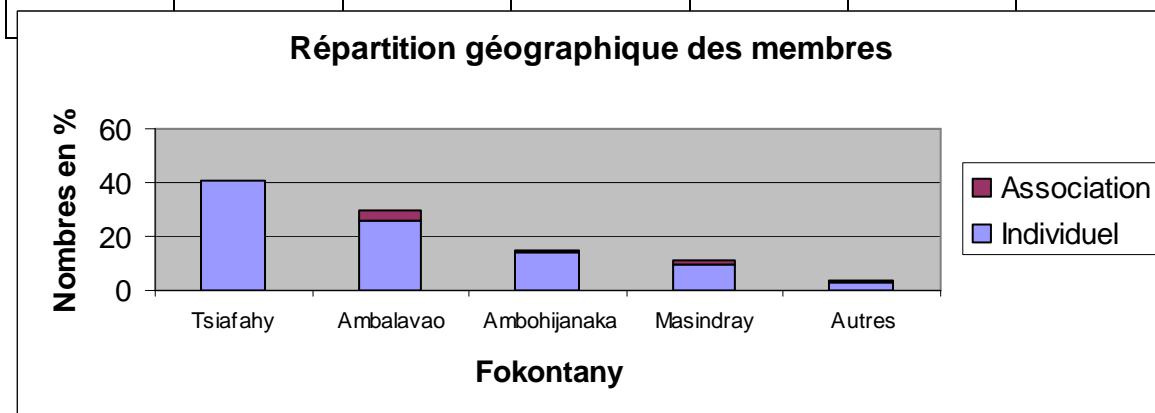
En ce qui concerne cette répartition géographique des membres de la CECAM, il nous paraît logique que la majorité des membres de la CECAM résident dans la CR de Tsiafahy. Cette commune est suivie par la CR d'Ambalavao, une commune qui a un atout sur le plan économique avec des paysans très motivés au développement. Leur production de fraises dépasse largement celle de la CR de Tsiafahy. Les groupements paysans dans cette commune sont membres de la CECAM et en même temps, ils ont déjà des partenaires financiers et techniques comme l'Ambassade de Japon, la FAO, ...

Pour les trois communes restantes, l'adhésion reste moins appréciable, vu son éloignement à la caisse.

Le graphe suivant récapitule la répartition spatiale des membres de la CECAM

Tableau 12 et graphe 5 : La répartition spatiale des membres de la CECAM.

Communes	Tsiafahy	Ambalavao	Ambohijanaka	Masindray	Autres	Total
Individuel	40,7	26	14,3	10	3	94
Association	0	3,5	0,5	1	1	6
Total	40,7	29,5	14,8	11	4	100



Source : Enquête, janvier 2006

Au terme de ce sous-chapitre, le taux d'adhésion des membres dans chaque fokontany reflète le potentiel économique de la population. Pour les cas de Fokontany comportant des agriculteurs, des commerçants, le nombre est très élevé. Les groupes de personnes sont attirés et intéressés par l'adhésion à l'institution financière.

Tableau 13 et graphe 6 : Répartition des membres par fokontany.

Fokontany	Nombre en %	Fokontany	Nombre en %
Ambatolokanga	8	Masomboay	12.3
Ambatofotsy	22,4	Soamanandray	1.4
Ambohaja	2,1	Soavina	7
Ambohibololona	6,5	Vatovaky	3.7
Ambohikely	1,7	Tsiafahy	8.1
Ambohimadana	2,9	Avarabohitra	7.8
Andrefandrano	4,3	Ankorondrano	6,8
Ankazobe	5	T O T A L	100

Source : Enquête, janvier 2006

• Répartition des membres selon leur niveau d'instruction

Comme nous l'avons remarqué dans la partie 1, la majorité de la population est alphabète. Compte tenu de leurs bagages intellectuels, une partie de la population adhère facilement à la CECAM à Ambatofotsy. Puis, contrairement à ce qui est constaté au niveau national, les femmes n'ont pas accès à la micro finance. À Ambatofotsy 58,4 % des membres de la CECAM sont constitués par des femmes à majorité célibataires et instruites.

Tableau 14 : Répartition des membres selon leur niveau d'instruction

Nombre des membres	Hommes			Femmes			Autres	Total
Niveau d'instruction	Célibataire	Marié	Veuf	Célibataire	Mariée	Veuve		
Nombre des personnes qui n'ont pas fréquentées l'école	1	3	1	1	0	3	2	11
Ecole primaire	10	2	8	2	10	5	3	40
Niveau CEPE	12	6	3	10	14	2	1	48
Niveau premier cycle	7	3	3	14	12	8	0	47
Niveau secondaire	6	8	3	8	7	3	0	35
Niveau BEPC	7	6	2	6	4	2	0	27
Niveau BACC Etude un/taire	8	4	5	4	5	1	1	28
Total	51	32	25	45	52	24	7	236

Source : Enquête, janvier 2006

Nous pouvons conclure, à partir de ce tableau, que la majorité des membres, 88% sont instruits et nous avons rencontré des universitaires capables de comprendre le fonctionnement de la CECAM.

b 3. Généralités sur le fonctionnement de la CECAM

Le réseau CECAM, première institution financière mutualiste à Madagascar fonde sa démarche sur ces trois spécificités :

-elle se base principalement sur une conception mutualiste fondée non sur l'épargne mais sur le capital et la caution ;

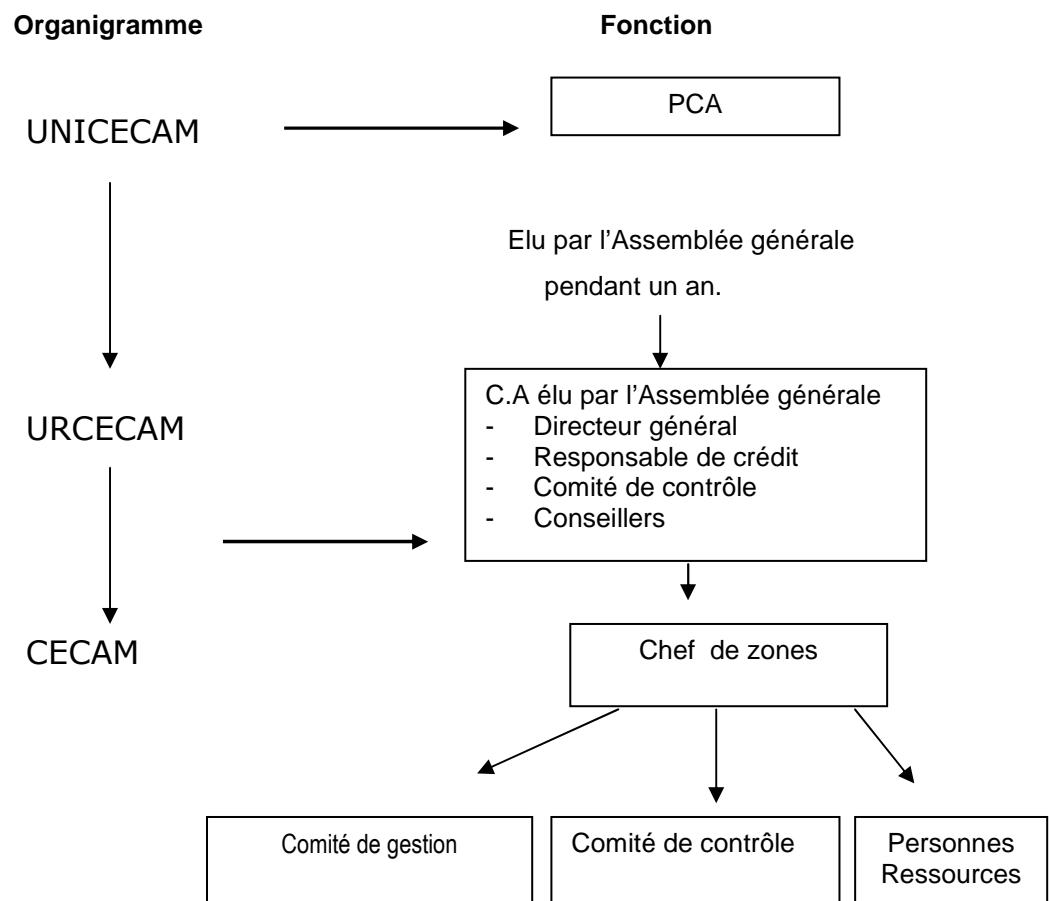
- le deuxième aspect se base sur le prêt. Dès son origine, elle a pour vocation le soutien financier du secteur agricole. Actuellement, elle a diversifié considérablement ses offres. À part les clients agriculteurs, elle peut s'adresser à tous les types de clientèle. Les détails concernant ce crédit seront expliqués exclusivement dans le chapitre 3.

Pour atteindre le but visé par la CECAM, ainsi que pour la pérennisation de ses activités, elle a essayé de mettre en place un système qui assure surtout l'amélioration des services offerts.

* L'UNICECAM est l'organe central. Il est le premier responsable devant les partenaires financiers et techniques. Puis, ayant la compétence nationale, L'UNICECAM définit toutes les stratégies d'orientation de la CECAM, ainsi que l'assistance technique dans le domaine financier et juridique.

* L'URCECAM est l'institution financière régionale dotée de la personnalité juridique. Chaque caisse sociale constitue un guichet.

* La CECAM est la caisse locale qui est implantée dans chaque commune. Toutes les activités dans cette caisse sont assurées par des personnes ressources.



PCA : Président du Conseil d'Administration

CA : Conseil d'Administration

Source : Enquête

Chapitre 3 : Produits et services financiers proposés par la CECAM

a- Produits d'épargne

Par définition l'épargne est une partie de revenus qui n'est pas consommée. En ce qui concerne la CECAM d' Ambatofotsy, les épargnes collectées sont relativement faibles, vu le niveau de vie de la population.

Les dépôts à vue constituent la plus grande partie de l'épargne mobilisée et ne sont pas rémunérés. Plus de 60 % des membres apprécient ce type d'épargne.

L'argent peut être retiré à tout moment (Mardi et Jeudi) et quelques soit la somme demandée. Pour le dépôt à terme, nous pouvons les catégoriser comme suit :

- dépôt à terme avec un contrat de 3 à 12 mois ; dans ce cas là, le taux d'intérêt obtenu varie de 3,7 à 6 %. 15 % des membres choisissent ce type d'épargne ;
- plan d'épargne de 12 mois.

Pour ce type d'épargne, les membres doivent verser la même somme pendant une année (12 mois). Ils n'ont pas le droit de tirer de l'argent pendant cette période. S'il leur arrive de tirer de l'argent entre-temps, l'épargne prendrait la forme de dépôt à vue. Mais si les membres respectent ces conditions, ils pourront bénéficier d'un intérêt annuel allant de 6 % à 9 % ;

-le compte bloqué : ce type d'épargne intéresse seulement 5 % des membres même si le taux d'intérêt va de 9 à 12 % selon le montant avec un dépôt minimum de Ar 2 00000.

Pour tous ces types d'épargne, les membres ne sont assujettis à aucun frais. Et nous tenons à préciser aussi que les membres qui font l'épargne ont le droit de faire une demande d'octroi de crédit. Ils ont une plus grande chance plus que les autres membres. Par contre, l'épargne ne peut prendre la forme d'une garantie.

Malgré la forte croissance de l'épargne observée au cours de ces dernières années, l'épargne moyenne se situe autour Ar 65000 et les membres qui ont recours à la pratique de l'épargne demeure faible, ils représentent seulement 12 % des sociétaires.

b- Octroi de crédit

Il est impératif pour la CECAM que toutes personnes qui ont recours au crédit doivent être membres de la CECAM d'au moins 1 mois.

Tout d'abord, nous entendons par crédit, « une ressource prêtée par une institution financière formelle à une personne qui fait un engagement à payer des intérêts et à rembourser la somme prévue à un délai bien déterminé, avec une garantie ».

b-1- Les différents types de crédits :

La CECAM propose 5 formes de crédit destinées aux paysans :

- crédit de production qui finance des dépenses portant sur l'agriculture avec une durée de 4 à 12 mois (achat de semences, d'engrais, ...);
- crédit pour l'achat des matériels agricoles. Il permet à l'acquisition du petit matériel agricole ou de biens d'équipement. Le remboursement s'étale sur 12 à 36 mois ;
- crédit de stockage assurant le financement des produits de récolte jusqu'à la période de soudure avec une durée de 4 à 8 mois ;
- crédit de dépannage : permettant aux paysans d'éviter le recours à l'usurier en cas de besoin urgent et imprévu. Le remboursement s'effectue pendant 12 mois. ;
- crédit commercial : le volume de crédit connaît une croissance soutenue parce qu'il s'adresse aux petits commerçants et à ceux qui veulent agrandir leurs petits restaurants.

Le taux d'intérêt est de 2,5 % par mois pour une durée de remboursement supérieure à 12 mois et s'élève à 3,5 % pour le crédit à court terme (inférieur à 12 mois).

Le crédit le plus demandé est celui de la production, ainsi que l'achat de matériels même si le taux d'intérêt est relativement élevé par rapport aux autres types de crédit.

Ceci a été vérifié lors de notre enquête. En effet, vu le caractéristique rudimentaire du matériel de production, ce type de crédit est considéré comme la première clé de la réussite (herse, charrue, pelle, engrais, ...) pour rentabiliser la production. Seule 15 % des paysans dans la CR de Tsiafahy sont dotés de matériels agricoles adéquats et la plupart d'entre eux pratiquent les techniques culturelles « semi – modernes ».

Par ailleurs, les gens s'intéressent aux crédits commerciaux, vu leur situation géographique sur la Route Nationale N°7. Nous avons su que la majorité des paysans pratiquent le petit commerce et tiennent des gargotes afin d'accueillir les voyageurs et les promeneurs du week-end.

Pour le cas du crédit de dépannage et de stockage, la demande reste faible par rapport à ces types de crédit.

Enfin, contrairement à ce que nous avons évoqué dans la partie précédente (la prépondérance des membres féminins), la majorité d'entre elles sollicitent de l'argent mais seulement 27,5 % de la demande est accordée

b-2- Procédure de crédit

La problématique de ce travail étant de déterminer le rôle des facteurs limitant l'octroi de crédit, Notre objectif étant de comprendre pourquoi, dans beaucoup de cas, la CECAM rejette plus de 70 % des demandes de financement. Tous les paysans désirant avoir du financement de la part de la CECAM doivent élaborer un projet détaillé. Le projet doit comporter les éléments suivants : motifs et intérêts du projet, plan de financement, l'apport de 15 % (nature).

La deuxième condition concerne la situation foncière du terrain, tous les processus et les moyens de production.

Puis, la CECAM vérifie l'intégrité et la possibilité de remboursement de la personne en s'assurant que l'emprunteur n'a pas d'autres dettes à payer ou d'autres problèmes juridiques, avec un certificat juridique daté de moins de trois mois et un certificat de non gage.

En suite, le demandeur doit fournir un certificat de résidence de moins de trois mois avec une photocopie légalisée de la carte d'identité nationale du demandeur et du garant. Enfin, il doit produire des garanties d'une valeur équivalant 30 % sur la valeur actuelle du crédit sollicité, avec une déclaration du patrimoine. Les artisans, commerçants et groupements, doivent communiquer tous les renseignements généraux qui justifient leur capacité juridique :

* numéros et date d'obtention du récépissé du commerce, carte statistique, numéros d'identification fiscale pour les commerçants et autres activités artisanales.

Pour parer à l'éventualité de non – remboursement, la CECAM dispose de deux moyens :

- après avoir effectué l'étude des dossiers, la commission d'octroi de crédit procède à une descente sur terrain pour vérification. Les membres de la commission sont au nombre de trois au minimum et cinq au maximum (un membre du CA, un chargé du crédit, deux membres de la commission technique). La restauration et le frais de déplacement des membres de la commission sont à la charge du demandeur. C'est ainsi que la CECAM procède pour l'étude de toutes formes de faisabilité du projet.

Il est à noter que seuls les dossiers sélectionnés font l'objet de la descente. Pour les membres plus anciens de la CECAM, l'étude de dossiers remonte jusqu'à 6 mois afin de vérifier les mouvements des comptes et la gestion d'épargne. Ainsi les personnes âgées de 65 ans et plus au moment où ils soumettent le projet ont une faible chance d'accéder au crédit ;

- le deuxième moyen consiste à utiliser les garanties. Si les garanties sont des biens immobiliers (maison, terrain), ils nécessitent l'expertise d'un huissier qui est à la charge des clients.

Les appareils électroménagers, des machines de production pourraient être des objets de garanties, la CECAM tient compte du risque du vol et / ou de dépréciation.

Les garanties ont un double rôle : d'une part, celui de minimiser le risque de non remboursement de la part de l'emprunteur tenant à ces garanties ; d'autre part, en cas de non remboursement, les garanties deviennent objet de la CECAM et réduisant la perte ou la faillite de cette institution financière.

Le traitement de dossier est limité à 5,6 % du crédit.

- Recouvrement: si le projet réussit et si l'argent n'est pas détourné à d'autres fins, le remboursement s'effectue à chaque fin du mois.

S'il y a un retard de paiement, l'emprunteur doit payer une pénalité de retard qui est définie de 0,5 % par jour. La sommation se fait une semaine après le retard.

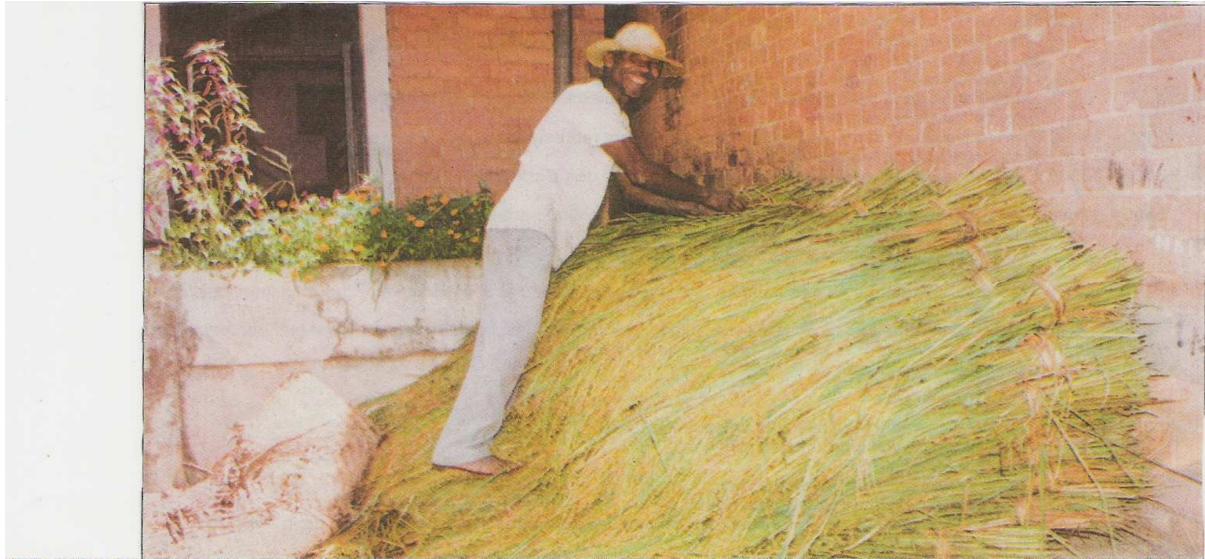
La vente aux enchères se fait lorsque les contrats ne sont pas respectés.

* * *

Durant cette partie, nous avons évoqué la spécificité des services offerts par la CECAM sur le marché de crédit. Nous avons essayé de comprendre tout au long de cette partie la relation entre l'attitude et le comportement de la population envers la CECAM sur le marché de crédit, la CECAM développe un savoir spécifique pour obtenir des informations sur les risques de non – remboursement, et établit un contrat de dette dont les caractéristiques sont différentes des contrats pratiqués par la banque traditionnelle. A cause des exigences évoquées précédemment, les paysans ont donc un accès limité au crédit car ils n'arrivent pas à satisfaire les conditionnalités, surtout en matière de garantie.

Partie III

**Perspectives d'avenir en vue
de la promotion de la CECAM à Tsiafahy**



La micro finance remplit plusieurs fonctions pour le développement rural :

-elle sert d'intermédiaire dans les échanges. Grâce à la micro finance, les investissements des paysans acquièrent une souplesse que le troc ou l'usurier ne veut pas leur donner ;

- elle permet le dépôt et l'épargne. Grâce à l'épargne, il est possible de reporter plus tard l'utilisation de l'argent ;

- elle assure l'accumulation des réserves de pouvoir d'achat;

- elle peut prêter de l'argent à leur client moyennant le versement d'intérêt*, soit pour acquérir des biens de consommation, soit pour investir* dans des activités de production ou des équipements.

Mots clés

* *Créance* : dette, obligation ou engagement de remboursement.

* *Dépôt* : argent versé, sous forme d'espèce sur un compte bancaire.

* *Intérêt* : rémunération versée à l'occasion du dépôt ou du prêt d'argent. Cette rémunération calcule en fonction du taux d'intérêt.

* *Investissement* : acquisition des biens ou des équipements qui seront utiles à long terme.

Nous allons voir l'analyse de la situation des paysans dans le contexte de financement et donner quelques perspectives d'avenir pour la promotion de la CECAM, durant cette partie.

Chapitre 1 : Analyse de la situation des paysans dans le contexte du financement

a- Situation actuelle des paysans bénéficiant de la mobilisation de l'épargne

La CECAM permet «aux petits paysans » de bénéficier de la mobilisation de l'épargne, même pour les moins jeunes.

Par définition, cette épargne se définit par la collecte de la somme d'argent en prévision du futur.

Lors de notre descente sur terrain, une mère de famille âgée de 36 ans nous a confié que grâce à l'épargne qu'elle a effectuée à la CECAM durant la période de récolte, elle n'a pas rencontré de problème lors de la rentrée des classes de ses trois enfants, le mois de septembre dernier.

Pour les moins jeunes, l'épargne leur donne la chance d'avoir une large vision, évitant les dépenses inutiles et superflues.

Propos d'un jeune homme de 23 ans, célibataire, étudiant en mécanique auto : « quand j'avais l'âge de 10 ans, mes parents m'avaient ouvert un compte à la Caisse d'Epargne (CEM), en guise de cadeau d'anniversaire. Ils ont versé la même somme chaque mois, durant treize ans. Quand j'ai obtenu mon Baccalauréat, j'ai eu le droit de gérer mon compte, une partie de cette somme collectée m'a permis de payer mes frais d'études. Actuellement, j'ai transféré toutes mes épargnes à la CECAM, vu le gain de temps, les intérêts que j'ai pu gagner avec la CECAM. En plus, elle me donne la chance de voir plus loin, toutes les dépenses inutiles sont hors de question. D'ici 5 ans, je pense ouvrir mon propre atelier. »

Enfin, dans cette partie, nous pouvons croire que même les personnes âgées ayant plus de 60 ans ont pu tirer des avantages par la mobilisation de l'épargne à la CECAM. Selon un homme âgé de 67 ans, « la CECAM est pour moi une banque de proximité, qui me procure un intérêt non négligeable, sans frais de traitement de dossier, ni frais mensuel. En plus, avec l'intérêt de mon épargne s'élevant de 3 à 6 %, qui n'est négligeable, elle me garantit une sécurité maximale ».

Les enquêtes ont montré que : la CECAM, par le biais des services financiers qu'elle fournit aux paysans, contribue à la diminution des problèmes saisonniers que les paysans rencontrent (période culturelle, rentrée des classes, maladies) et assure au moins la réduction de la pauvreté (à court, à moyen et à long terme). En effet, l'accès des paysans aux services d'épargne constitue une base solide à partir de laquelle d'autres besoins peuvent être satisfaits : la santé, l'éducation, l'autonomisation des femmes et aussi le montage des micro – projets. Actuellement au niveau de cette agence, l'épargne moyenne s'élève à AR 70 000.

Paradoxalement, le désistement des habitants est basé sur le problème socio culturel et psychologique. Généralement, leur relation reste dans le cadre de la solidarité mécanique (solidarité culturelle et surtout familiale). En matière de financement, les paysans préfèrent s'entretenir plutôt que de s'intégrer au sein d'une institution financière.

• L'importance d'octroi du crédit pour les paysans

L'octroi de crédit est un moyen qui permet aux paysans de relever leur niveau de vie même si la majorité de nos enquêtés affirment que le crédit qui leur a été octroyé est inférieur à la demande du crédit estimé : inférieur à 30 %, Un père de famille âgé de 42 ans nous a affirmé que « si les dossiers ne sont pas simplement rejetés à cause de l'insuffisance de garanties, le montant demandé est revu à la baisse. Mais au moins j'ai pu réaliser ce que j'ai pensé avant ».

En général, selon les données statistiques, la demande accordée porte en général sur le crédit considéré à court terme, comme le crédit de production, celui du dépannage et celui destiné au commerce. Ceci s'explique par le fait que le montant du crédit demandé varie de Ar 100 000 à Ar 1 000 000. Il s'agit généralement d'un agriculteur qui souhaite financer la production (achat des matériels, semences, ...) et de commerce.

Les clients, qui ont eu la chance d'avoir obtenu du crédit, pourraient être classés selon les catégories suivantes :

- les clients ayant un niveau de vie aisé, ayant un montant de prêt allant jusqu'à Ar 600 000. Ils constituent les 38 % des bénéficiaires à l'agence d'Ambatofotsy (CR Tsiafahy)
- les clients intermédiaires avec un montant moyen, aux environs d'Ariary 300 000. constituent la majorité des demandeurs de crédit en composant les 44 % des bénéficiaires ;
- la catégorie des clients pauvres (y compris les deux catégories) avec un montant de prêt se situant autour d'Ar.15.000. Seulement 15% en bénéficient, car la majorité des demandeurs se présentent en tant qu'emprunteur individuel.

La catégorisation des clients a été faite à partir des observations sur terrain et des données nationales collectées à l'APIFM²⁰.

Pour les personnes morales (groupement de paysans, associations) leur montant moyen est d' Ar 300 000. Les demandes accordées sont très faibles, ainsi leurs activités ne sont pas réalisées. Les membres de ces organisations paysannes ont été motivés seulement en espérant être bénéficiaires de ce crédit ; une fois leur demande refusée, la majorité devient passive au sein du groupement. C'est la raison pour laquelle la CECAM se méfie de ce type de clients.

Par rapport à la situation matrimoniale, le ménage composé de 6 personnes en moyenne a été considéré comme emprunteur potentiel. Ainsi ces paysans qui ne pratiquent pas des activités secondaires, ont généralement peu de chance d'obtenir du crédit.

Leur moyenne d'âge se situe autour de 46 ans.

Concernant le niveau d'instruction, la majorité d'entre eux ont un bagage intellectuel plus élevé qu'aux habitants de la commune ; leur niveau dépassant le niveau secondaire (CEG).

D'après ces constats, la CECAM, comme beaucoup d'autres institutions financières, a tendance à privilégier la clientèle relativement aisée. Nous pouvons dire que cette

²⁰ Banque des données sur les Institutions financières, 30.12 .05

situation a essayé de camoufler la lutte des classes qui freine le processus démocratique du développement.

Puis, de par les caractéristiques des bénéficiaires de crédits, les jeunes âgés de 18 à 35 ans et les vieux âgés de plus de 55 ans sont exclus en matière de crédits. En plus, 57 % des demandes de crédits formulées par le chef de famille (du sexe masculin) sont accordées, pour les femmes seulement 32 % des demandes sont satisfaites, au cours de l'année 2005. En général, les femmes obtiennent des crédits essentiellement pour l'achat de biens de consommation, pour l'agriculture et le logement.

Ainsi, même si le nombre de personnes ayant obtenu des crédits reste faible, l'octroi de crédit constitue un facteur déterminant dans le cadre de la lutte contre la pauvreté.

Parfois, les bénéficiaires du crédit sont habitués à rembourser une somme bien déterminée à chaque fin de mois. Dans ce cas, le crédit est considéré comme une forme d'épargne forcée parce que généralement, avec le crédit, les bénéficiaires peuvent réaliser des projets très intéressants. En plus, il est probable que même si les paysans sont libérés de leurs créances, ils peuvent faire de l'économie,. Selon le concept « d'habitus » de P. Bourdieu²¹ qui stipule que « la production agissant des conditions sociales passées sont devenues un principe générateur de pratique sociale».

Durant notre enquête, nous avons rencontré une mère de famille qui a contracté la somme d' Ar. 600 000. L'objet de l'emprunt était destiné à l'amélioration de son élevage porcin. Deux ans après, elle nous a fait savoir qu'en suivant toutes les normes techniques, elle a pu acheter des canards (Race : Pékin), les vendre et ainsi rembourser la somme empruntée. En plus, elle a pu diversifier et étendre son élevage et a pu acheter un ordinateur pour l'éducation de son enfant.

« Sans le crédit de la CECAM, je n'aurais pas eu la possibilité de réaliser ces projets en deux ans ; l'octroi du crédit auprès d'une institution financière légale nous a permis d'emprunter une grosse somme d'argent parce que les intérêts et les garanties appliqués par l'usurier sont exorbitants (plus de 80 % de crédit demandés) ».

Tous ces avantages encouragent les paysans à solliciter les services auprès de la CECAM, mais le remboursement paraît difficile pour la majorité des bénéficiaires.

b- La difficulté de remboursement

Etymologiquement, le mot crédit provient de «credere », qui signifie confiance. A partir de cette définition, nous pourrons dire que les deux parties ont une confiance absolue quant au remboursement de la somme empruntée. C'est la raison des rejets de la majorité des demandes, puisque seule la personne à qui la CE CAM accorde une grande confiance, avec un projet crédible, peut espérer obtenir du crédit. L'accord de crédit est soumis et conditionné par diverses procédures : étude du dossier, entretiens répétés au cours du temps entre les

²¹ A titre indicatif, selon P. Bourdieu, l'habitus est un système de disposition à agir, à percevoir, à sentir, à penser d'une certaine façon. Ces dispositions sont intériorisées par les individus au cours de leur existence, surtout par la pratique. L'aptitude qui en découle leur donne la possibilité de se mouvoir et de s'orienter selon leur position dans l'espace social.

membres et les responsables de la CECAM, non seulement sur des valeurs marchandes, mais aussi sur cette notion plus subjective qu'est la confiance.

Dans certains cas, la CECAM peut refuser de s'engager envers certains emprunteurs même s'ils présentent les mêmes caractéristiques que ceux qui obtiennent du crédit.

Même, si toutes ces démarches d'évaluation des efforts effectués par les paysans ont été réalisées, le ressentiment de la lourdeur et la difficulté à remboursement sont observés lors de notre enquête.

Dans la majorité des cas, le fait d'avoir un crédit est considéré comme une chance à la loterie, vu les longues procédures de la demande. Il arrive des fois que l'argent est utilisé à d'autres fins (problèmes familiaux, fêtes traditionnelles). Le remboursement est alors aléatoire.

Lors de notre enquête, nous avons pu comprendre qu'il y a une mauvaise gestion de la part des paysans.

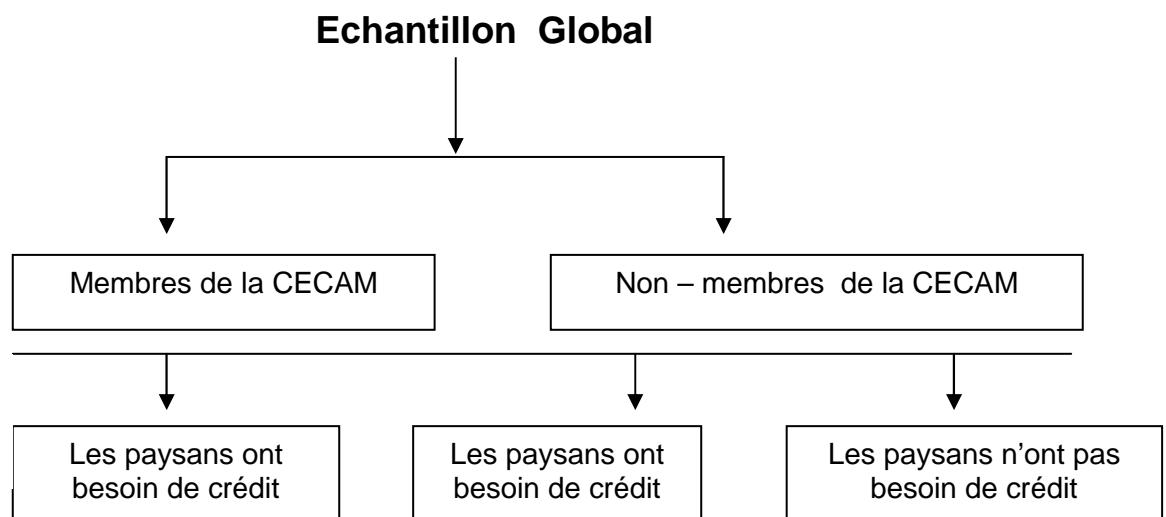
Illustrons cette partie par un témoignage d'un père de famille. « J'ai contracté une dette de dépannage, il y a 8 mois ; actuellement, j'ai un problème de remboursement car les bénéfices venant de mon petit commerce seront presque alloués au remboursement. Parfois, c'est un fardeau qui me pèse sur le dos pour les 4 mois à venir ». Il a affirmé que cela est dû à la mauvaise gestion de la somme octroyée.

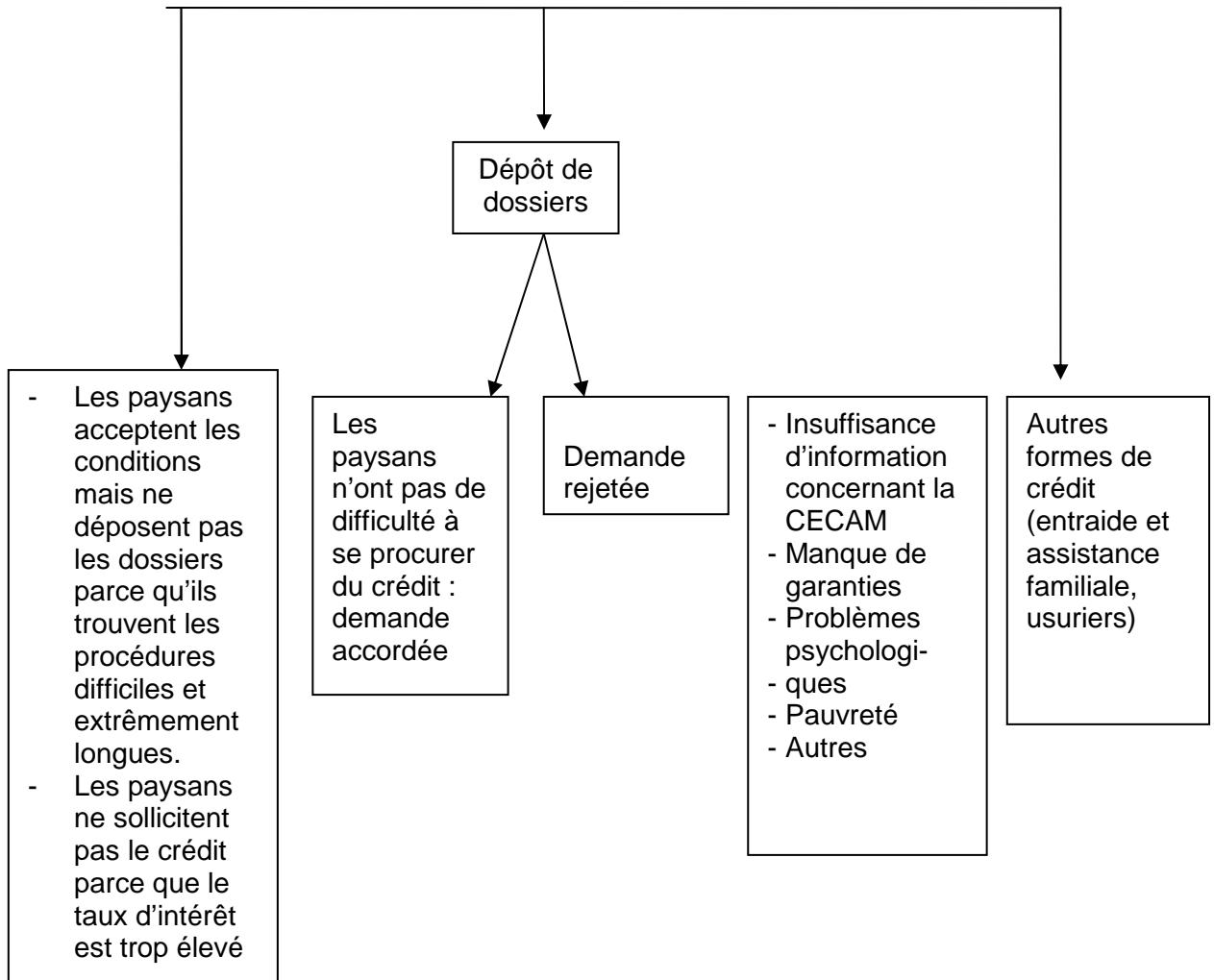
A la fin de cette section, nous tenons aussi à préciser qu'à l'agence de la CECAM à Tsiafahy, il est rare de ne pas pouvoir rembourser la somme demandée avec les conditions imposées à l'avance. Il convient de spécifier toutefois les limites de l'octroi et d'en analyser les causes profondes.

Chapitre 2 : Les limites d'octroi de crédit et la non-adhésion des habitants de la CR de Tsiafahy.

Les enquêtes que nous avons effectuées nous ont permise d'exploiter les données comme suit :

Organigramme 2 : Enquête sur les octrois de crédit et la non-adhésion des habitants





a. Limites d'octroi de crédit

La première interprétation concerne les gens membres de la CECAM qui n'ont plus recours au crédit de la CECAM.

Les raisons se basent sur les réponses suivantes :

- les paysans ont demandé un crédit auprès de la CECAM mais leurs demandes n'ont pas été validées.

Ils sont donc dans une situation similaire aux paysans qui ont des difficultés à trouver du crédit pour financer leurs investissements productifs. A cause de leurs premières demandes rejetées, ils ne veulent plus essayer de déposer une autre demande de crédit.

- Pour les paysans non – membres de la CECAM, à cause du taux d'intérêt élevé, ils cherchent d'autres moyens de financement et parfois préfèrent recourir au service d'usuriers ou s'adressent à des amis ou proches en mettant en gage la plupart du temps leurs productions éventuelles.

- Les autres paysans jugent le taux d'intérêt élevé ainsi que les procédures et les conditions trop difficiles à réaliser.

La baisse du montant demandé entraîne aussi le désistement des membres de la CECAM à la demande du crédit. Les responsables de la CECAM Ivon'Imerina ont affirmé que

ce cas peut se produire, compte tenu de la faiblesse de capacité de remboursement mensuel du demandeur, au vu de son dossier.

Enfin, le manque de garanties est le premier frein à l'accès au crédit, pour les paysans membres de la CECAM parce qu'ils ne peuvent pas répondre aux exigences de la CECAM en matière du crédit sollicité. Les femmes sont les premières victimes, car la majorité des femmes en milieu rural ne sont pas en mesure de présenter des garanties comme le titre foncier ou des biens de valeur (maison, forêts, etc.) Même s'il n'existe pas de disposition juridique à l'accès à l'octroi de crédit, il reste très limité parce que selon les règles traditionnelles qui régissent les biens familiaux, la plupart de ces biens reviennent à l'homme.

b. La pauvreté : premier facteur limitant l'adhésion au sein de la CECAM

Cette section examine les facteurs de corrélation entre non – adhésion de la population à la CECAM et la pauvreté.

La caractéristique la plus frappante de la pauvreté à Madagascar est l'isolement. En règle générale, il existe une relation étroite entre pauvreté et isolement. Le fait d'être un pauvre agriculteur appartenant à un ménage ayant plus de six enfants de moins de 14 ans et le fait d'avoir un niveau d'instruction très bas amplifient cet isolement. Les pauvres n'arrivent à se communiquer et à échanger leurs expériences qu'avec les membres de leur entourage immédiat. A titre d'exemple, la majorité d'entre eux, ne sont jamais venus au bureau de la CECAM de peur d'être rejétés. Un homme âgé de 45 ans nous déclare : « quel intérêt peut avoir la CECAM pour un pauvre homme comme moi ? ».

Bref, nous pouvons dire que les ressources matérielles (outils agricoles, possession de bœufs, ...), les ressources financières (faible revenu, les paysans qui ne pratiquent pas des activités extra agricoles), les ressources humaines (blocage psychologique, faible qualification, ...) dont disposent les paysans ne leur permettent pas d'investir auprès de la CECAM.

Cet isolement limite aussi la concurrence parce qu'au niveau du prix, le pouvoir de négociation est réduit. Pour les producteurs de fraises, ce sont les intermédiaires qui fixent la plupart du temps les conditions de vente (sur-le-champ), en achetant les produits au prix le plus bas possible pour ensuite les revendre au prix plus élevé.

En plus, ces paysans ont un accès très limité à toutes informations qui les aideraient à accroître leur productivité. Et il est possible que ces types de paysans trouveront une grande difficulté à constituer un dossier solide pour demander du crédit.

En somme, la majorité des pauvres ignorent le véritable fonctionnement de la CECAM ainsi que les modalités d'adhésion. . Cette situation explique encore le cercle vicieux de la pauvreté avec le non- accès au micro- crédit.

En même temps, leur faible revenu ne leur permet pas de faire une épargne. Il est impossible, pour ces paysans, de faire de l'économie, même si une partie de nos enquêtés (non membres) saisissent l'importance de ce qu'est l'épargne dans l'amélioration de leur condition de vie.

En outre, les paysans pauvres n'ont pas l'aptitude²² d'élaborer une ligne de vie à partir de leur propre moyen et les opportunités offertes par la CECAM, pour modifier la situation présente. La désagrégation sociale et toute considération négative de la part de la société et d'eux-mêmes gagnent jusqu'à leur relation sociale et empoisonnent leur perspective d'avenir.

En général, la majorité ayant obtenu quelques informations sur cette institution est bloquée, par le paiement de la part sociale fixée à Ar. 20.000

c. Autres facteurs limitant l'adhésion des habitants de la CR de Tsiafahy au sein de la CECAM

Dans le même ordre d'idée, la production annuelle de ces agriculteurs, avec l'exiguïté des terres cultivées²³ ou la non possession de terres, (dont notamment pour la riziculture), semble diminuer chaque année.

En fait, une grande partie des paysans est constituée par des paysans sans terres ; à titre d'illustration : 35% des enquêtés pratiquent le métayage. Cette situation découle à priori du système d'héritage des terres à Madagascar. Dans la majorité des cas, le paiement se fait en nature, c'est-à-dire il s'effectue seulement après la récolte. Ce système est relativement inéquitable quand les deux tiers de la production reviennent au locataire et le reste au propriétaire. Mais il est à préciser que lors de notre enquête, cette pratique se conclut de gré à gré entre les deux parties. La sécurisation des droits de propriété, l'accès à la terre pour les cas des migrants, l'insuffisance des équipements agricoles restent toujours pour nous le premier obstacle majeur à l'adhésion de ces ruraux. Nous pourrons dire, selon les diverses analyses effectuées, que les effets négatifs de la pauvreté rurale engendrent la misère.

Puis le problème psychologique intervient aussi (*pour les types 3 et 4, cf. Partie II*) surtout pour les paysans qui ont peur d'adhérer au sein de cette institution financière Ces groupes de paysans préfèrent garder l'argent chez eux. Les autres considèrent que la pratique appliquée par ces institutions constitue un « vol autorisé ». Pour cet homme âgé de 39 ans, père de 4 enfants, agriculteur et commerçant, la CECAM, comme toutes les banques existantes, est *un moyen d'enrichissement d'un groupe de personnes par l'exploitation des efforts des autres*.

De même, il y a des groupes de personnes qui n'ont pas confiance au principe mutualiste. « Si la CECAM tombe en faillite ou si elle a un problème financier, que deviendrons-nous, moi et mon épargne » ? a demandé un père de famille de 40ans, ayant 4 enfants. Il préfère placer le peu qu'il détient à la CEM parce qu'il estime qu'il y a plus de sécurité (avec la part importante de l'Etat) que de prendre le risque avec cette nouvelle institution financière, même de proximité.

Nous pouvons aussi dire que la raison de désistement n'est autre que ces activités secondaires provenant du secteur informel (commerçant, artisan,...). Ils se heurtent à de nombreuses difficultés lors de la présentation de la demande de financement, pour cause de rétention d'information.

²² R. CASTEL – PAUGON : « In Exclusion et Etat de savoir » - cf. Références bibliographiques – Selon eux, la marginalisation d'une personne est marquée par le faible degré d'adhésion aux différentes activités entreprises par la société

²³ A titre d'indication, la majorité des paysans dispose des terrains cultivables de petites tailles (20 à 80 ares). Cette faible superficie et la non possession de terres renforcent le manque de capital productif pour les paysans

Enfin, le but de cette étude n'est pas seulement de se contenter de chercher la cause efficiente de ce désistement mais aussi de proposer des solutions appropriées à ce problème.

Chapitre 3 : Perspectives d'avenir pour la promotion de la CECAM dans le cadre du développement

a. Les attentes et les aspirations futures des paysans en matière de financement de la part de la CECAM

L'objectif général de cette dernière partie consiste à tirer des solutions provenant des paysans eux-mêmes, à partir de l'option du développement recueillies et les constats lors de notre passage. La plupart des personnes interrogées sur leurs attentes en matière de financement, ont manifesté leur intérêt d'adhérer au sein de la CECAM, à condition que les obligations mutualistes répondent à leurs attentes, à leurs besoins et à leur possibilité.

Le thème abordé a soulevé pas mal de questions auprès des paysans et même, a débouché sur un débat interminable entre eux : « dans quelle mesure la micro finance sera-t-elle pour les pauvres ? - est-il possible pour la CECAM de financer les paysans sans terres, ni matériels de production ? »

Jusqu'à nos jours, la majorité des paysans intéressés et qui ont la possibilité d'être financés sont issues des classes moyenne et riche.

Pour répondre à ces questions, nous allons avancer quelques propositions en vue d'amélioration la situation.

- **Sécurisation foncière**

Pour résoudre une partie de ce problème et aboutir à un changement au niveau du financement du monde rural, nous devrons porter une attention particulière à ce concept de sécurisation foncière. Il faut que tous les responsables concernés trouvent des solutions adéquates pour que les propriétés terriennes des paysans soient légales (cadastrées, titrées) et les propriétés communautaires ne deviennent pas des biens des lettrés et des étrangers. A vrai dire, « *Veiller à ce que toutes les procédures de gestion et de distribution de terres soient assurées avec sagesse et autorité afin de permettre la cohésion de la société* ». Il faut aussi éviter en même temps la bureaucratie excessive pour ne pas léser les ruraux.

Si les paysans ne valorisent pas leur exploitation, c'est que leur droit à la propriété n'est pas suffisamment protégé. D'une manière générale, l'investissement est avant tout une question de confiance. Un responsable de la commune nous a rapporté que les gens ne sont incités à investir que s'ils sont certains d'obtenir un profit de leurs efforts. Ceci est justifié par les pratiques culturales des paysans. Ces gens pratiquent le métayage et s'attachent encore à la méthode culturelle ancestrale : « l'Economie de subsistance ». Ils ne produisent seulement que ce dont ils ont besoin pour la survie de la famille. Témoignage d'un père de famille de 49 ans qui pratique le métayage : mis à part nos difficultés financières, nous ne sommes pas obligés d'adopter la nouvelle technique culturale mais aussi nous ne sommes pas sûrs de

produire 5t/ha annuellement, le propriétaire pourrait nous enlever son terrain et le confier à des salariés.

Avec la sécurisation foncière, les paysans peuvent être bénéficiaires de crédit parce que les terrains titrés et bornés pourraient faire l'objet de garantie.

- **Pour les jeunes ruraux**

Pour le cas des jeunes, il faut les doter de terrains, car ils constituent la future relève ayant un rôle important à jouer pour l'avenir du pays.

Il convient d'évoquer le projet élaboré par le MAEP et le Ministère de la Population afin d'inciter les jeunes à venir vivre dans le monde rural et exploiter la terre : c'est le « PROJER ». Ces Ministères recrutent sur sélection de dossier des jeunes bacheliers, en vue de les former dans le cadre de l'exploitation agricole, et de les installer dans des zones de migration, telle que la région de Tsiroanomandidy, sur la base d'un encadrement technique des cadres du Ministère et d'une infrastructure locale adéquate.

Dans ce cas, il faut renforcer les connaissances et les compétences de la population pour une amélioration des aptitudes et des comportements pour que l'agriculture ne devienne pas un secteur de refuge des illettrés et de tous ceux qui sont rejetés par les autres secteurs.

Tout cela a pour objet de donner à chacun la chance de prendre en main sa destinée, afin qu'il puisse concevoir et élaborer lui-même un projet de développement à partir de ses aspirations et de ses besoins.

Dans toutes les solutions à prendre, il faudra faire comprendre à tous les paysans que le développement est un travail de longue haleine qui nécessite fermeté et ferveur pour l'atteinte de l'objectif.

- b. Sensibiliser les paysans pour la promotion de la micro finance**

Pour les paysans individuels, comme le cas de ceux que nous avons vus précédemment, la priorité pour la micro finance est d'apporter sa contribution à l'amélioration des conditions de travail et de vie des ruraux par le biais des services offerts. Cet objectif n'est pas encore atteint dans la CR de Tsiafahy.

Afin d'assurer l'atteinte de ces objectifs, les agents de la CECAM doivent travailler en étroite collaboration avec les autorités locales, les techniciens de l'agriculture et la population.

Ces agents doivent pratiquer la sensibilisation de proximité. Ils devront trouver les moyens pour informer les paysans sur les opportunités de développement par le biais de leur adhésion à la micro finance. Il faut que les messages soient clairs et simples pour être compris par la population. Prenons à titre d'exemple le Taux d'intérêt : lors de notre enquête, seuls 2% de nos enquêtés (non membres) ont pu comprendre le taux d'intérêt dégressif qui peut descendre jusqu'à 25% par an, si le remboursement se fait régulièrement. Au cas où les informations sont mal comprises, il faut que les agents trouvent d'autres moyens, le cas du principe mutualiste, par exemple. Il est fort possible de faire une sensibilisation à partir du témoignage des personnes bénéficiaires du crédit. Elles feront savoir aux voisins les intérêts et les avantages qu'elles peuvent en tirer ainsi que leur donner les solutions adéquates aux principaux obstacles qui les empêchent de saisir ces opportunités.

Les agents de la CECAM peuvent aussi s'entretenir avec les paysans par le biais des techniciens agricoles au niveau local. La base de la sensibilisation est de partir de l'existant pour l'améliorer. Ces techniciens doivent aussi apprendre et aider les paysans à l'intensification de l'agriculture afin de développer une agriculture compétitive tout en préservant les ressources naturelles.

Des augmentations de leur production de 20 à 25% sont probables grâce à la diffusion de techniques peu coûteuses et déjà expérimentées. Une campagne de vulgarisation des techniques relatives à la portée des paysans (financière, matérielle) serait souhaitable, pour surmonter les blocages psychologiques qui se traduisent généralement par les habitudes, le scepticisme et la méfiance.

Toutes ses innovations et les efforts pour lever les contraintes, devraient être soutenus par les autorités locales.

- **Pour le cas des organisations paysannes²⁴**

Il faut apprendre aux paysans la notion de la vie « associative » parce que nous avons remarqué que ces groupements non membres de la CECAM, pour la plupart, sont en voie de disparition,

En général, les groupements manquent de formation relative à la vie associative. Dans la majorité des cas, ils se constituent uniquement, suite à l'opportunité offerte par les partenaires technique et financier. Au lendemain de l'achèvement des activités entreprises avec les partenaires, les associations sont dissoutes.

Tout ce que nous avons pu voir auparavant a pour but d'intégrer les paysans au sein de la CECAM parce que le problème de garantie pourrait être allégé. Celle-ci pourrait prendre la forme de « caution solidaire » après le renforcement des connaissances acquises sur la notion de vie associative, y compris l'élaboration d'un projet plus solide et crédible auprès des partenaires potentiels.

C. Pour la promotion de la CECAM implantée à Tsiafahy

Afin de contribuer à la nouvelle vision pour la promotion de la micro finance au niveau du développement rural, la CECAM Ambatofotsy doit prévoir la construction d'un bâtiment²⁵ pour offrir le minimum de confort à ses clientèles. Elle devra aussi améliorer les services offerts, surtout en matière d'organisation, de ressources humaines et matériels (horaire d'ouverture, capacité des membres du personnel, manque de matériels informatiques²⁶), pour faciliter toutes transactions financières. Tout cela doit se faire pour mieux raffermir sa position dans le contexte de la mondialisation et de la concurrence.

Ces propositions, même partielles, devraient être prises en compte par tous les acteurs de la micro finance, pour que l'objectif²⁷ « *Disposer d'un secteur micro finance viable*

²⁴ Il existe 10 groupements paysans à Tsiafahy : les 5 producteurs de fraises sis à Ankorondrano et à Ambohibololona (706 membres) et le reste des groupements d'agriculteurs et d'éleveurs comportant 90 membres.

²⁵ Actuellement, la CECAM de Tsiafahy n'a pas encore son propre local, elle travaille dans un cadre trop étroit, pas du tout accueillant du point de vue logistique et personnel.

²⁶ C'est aussi la raison qui nous empêche d'avoir toutes les informations détaillées sur le volume de l'épargne et de crédit, parce que la plupart des données sont transférés mensuellement à Ambatolampy

²⁷ Cité dans l'ouvrage : « Banques des données sur les Institutions financières, membres de l'APIFM et de l'AIM », APIFM/ AIM, Antananarivo 2001

et pérenne intégré au système financier diversifié et innovant, assurant une couverture satisfaisante de la demande de services et de produits de micro finance sur l'ensemble du territoire et opérant dans un cadre politique légal, réglementaire et fiscal adapté et favorable à tous les adhérents » soit atteint.

* * * *

* *

Nous sommes consciente du rôle primordial que joue la micro finance dans le cadre de la réduction de la pauvreté. Or, paradoxalement à l'utilité de la micro finance, la majorité des paysans pauvres n'arrivent pas à y adhérer. Les raisons sont essentiellement matérielles, techniques et parfois psychologiques.

Aujourd'hui, les paysans se contentent du fameux mécanisme de soutien et d'entraide communautaires, un mécanisme qui ne les protège pas en cas de besoin, surtout pour le cas du financement d'un projet.

Pour concevoir une stratégie efficace de l'intégration de toute la population de la commune, nous devons trouver tous les moyens pour les impliquer dans la recherche de solutions adaptées à la réalité sociale en matière de promotion de la micro finance.

Les approches des paysans dans le cadre du développement restent fermes, selon eux ; il est impossible de concevoir un développement économique et social sans une véritable participation des bénéficiaires. Il commence par l'effort que doit fournir chaque individu, sans perdre espoir sur le long chemin qui mène vers la réussite et l'efficacité.

Pour les paysans ayant un niveau de vie aisé (riches et moyens), ils sont motivés par rapport aux autres parce que la relation entre « but et moyens » est en équilibre. « *Ils ont la possibilité de transformer leur environnement à partir de leurs atouts* », selon le propos d'une mère de famille âgée de 45 ans.

Conclusion générale

La commune rurale de Tsiafahy, avec son milieu naturel et ses potentialités économiques, a une source exceptionnelle de biodiversité assurant un avenir prometteur si sa population sait l'exploiter à bon escient.

Actuellement, avec sa population constituée à plus de 80% de paysans, l'agriculture reste la première source de revenus de la majorité, comme en témoigne le niveau de développement de la commune, qui est en difficulté.

Tous ces problèmes sont dûs à l'insuffisance d'investissement dans le secteur agricole, avec 3% de la population affiliés à une institution financière. Face à ce problème, dès la première installation de la CECAM, le financement du secteur agricole est primordial pour favoriser l'achat d'équipements et de matériels agricoles afin de rentabiliser la production et d'assurer un niveau décent à toutes les couches de la population.

Le financement agricole comporte deux volets : « épargne et crédit » auxquels s'ajoutent maintenant les services proposés à d'autres types de clients, comme les artisans, les commerçants et les fonctionnaires.

Durant l'année 2005, toutes les données statistiques concernant l'adhésion de la population de Tsiafahy, au sein de la CECAM a connu une nette croissance, même si la demande de service en matière de micro finance reste largement non satisfaite.

Cette étude nous a permis de comprendre la raison pour laquelle l'intégration de la population reste limitée même s'il est évident que l'adhésion à ces institutions reste la première clé de voûte du développement.

Parallèlement à cette vision théorique, aucun système bancaire n'est pas encore en mesure d'assurer l'intégration totale des paysans dans le contexte de financement parce que la majorité des paysans ne sont pas crédibles auprès des institutions financières mutualistes. En plus, l'agriculture est considérée comme un secteur à haut risque, pour ne citer que les effets néfastes des aléas climatiques. Il est parfois difficile de prévoir à l'avance la variation des prix, le rendement agricole et les garanties matérielles exigées par la micro finance.

D'après cette étude, nous pourrons résoudre une partie du problème de l'intégration de la micro finance dans le système de développement. Elle sera possible à partir de la valorisation des ressources humaines. Cette forme de sensibilisation des paysans en matière de techniques agricoles est considérée comme une sorte d'investissement humain. Elle contribue d'une façon très efficace à la transformation de la société dans le cadre du développement rural. Selon le propos d'un sociologue du Tiers-Monde²⁸ : « Le développement économique et social requiert

²⁸ Jean Marc Ela, « La plume et la pioche », Edition Clé, Cameroun, 1971,p- 33

une éducation préalable et nécessaire qui conditionne l'avenir des sociétés africaines. En fait, dans la mesure où l'on découvre qu'il n'y a pas de fatalité en matière de sous-développement, et que le développement du Tiers-monde, avant de faire appel à l'aide extérieure, est d'abord l'affaire du Tiers-monde, la préparation des hommes aux tâches de développement est une exigence impérieuse ».

Il apparaît évident que l'intégration de la micro finance dans la CR de Tsiafahy doit être déterminée par les facteurs humains qui obligent toutes les entités (Etat, Institutions financières, population) à connaître les besoins, les traditions, les habitudes, la structure de la société et le savoir-faire de la population. Aucune opération de développement rural ne peut être entamée sans avoir compris la société en général qui aura à contribuer au développement de son propre environnement. La combinaison, d'une part, de la modification de techniques agricoles, d'autre part, la formation sur la technique bancaire, a abouti sûrement à une transformation profonde des rapports de production.

Cette transformation pourrait être opérée au détriment de certaines catégories sociales, notamment les pauvres.

Pour assurer cette participation et l'implication des paysans, il faut aussi procéder au renforcement des capacités et à la dotation de terrains et de matériels aux jeunes.

Toutes ces analyses et recommandations sur la promotion de la micro finance peuvent devenir des outils importants à la lutte contre la pauvreté. Il est à noter que tous les acteurs concernés, doivent être conscients de leurs intérêts et doivent s'impliquer physiquement et socialement dans les actions qui concourent à l'amélioration de leur condition de vie.

Pour conclure, toute analyse pour la promotion de la micro finance dans le cadre du développement rural appelle un ensemble de recherches interdisciplinaires, pour éviter toutes formes d'imposition de modèle de développement importé de l'extérieur qui mènent parfois à l'échec.

Références bibliographiques

Ouvrages généraux sur Madagascar

- ALTHABE (G)** « Oppression et libéralisation dans l'imaginaire», s.ed. MASPERO, Paris, 1969
- ARBOUSSSET (F)** « Le fokonolona à Madagascar, Domart M., Paris, 1954
- CHEVALIER (L)** « Madagascar, Population et Ressources », PUF, Paris 1952
- CONDOMINAS (G)** « Fokonolona et collectivités rurales en Imerina », éd. BERGER LEVRAULT, Paris VI, 1960, 234 p.
- DESJEUX** « La question agraire à Madagascar, Administration et Paysannat de 1895 à nos jours », Postface de M. RAKOTONIRAINY, L'Harmattan, 1979
- OTTINO (P)** « Les champs de l'ancestralité à Madagascar : Parenté, Alliance et Patrimoine», éd. KARTHALA, Paris 1898

Ouvrages Généraux

- BOUDON (R)** «L'inégalité des chances : La mobilité sociale dans les sociétés industrielles », Armand COLLIN, Paris, 1973 »
- BOURDIEU** « Déracinement : La crise de l'agriculture traditionnelle en Algérie », éd. Minuit, Paris 1964
- SAYAD (A)** « L'enquête et ses méthodes », Paris, édition Nathan, 1992
- DE SINGLY (F)** « Les règles de la méthode sociologique », PUF, 1937, 103 p.
- DURKHEIM** « Division du travail social », PUF, 1973, 416 p.
- DURKHEIM** « La plume et la pioche », éd. Clé, Cameroun, 1971,p.33
- ELA (J)** « Les grands auteurs de la sociologie »
- MENDRAS (H)** -
- ETIENNE (J)**

Ouvrages Spécifiques

- BALANDIER (G)** « Contribution à une sociologie de la dépendance », cahier intrn. Socio. Vol. XII, 1952, p.47-69
- BELLIER (A)** « Les Institutions financières françaises », economica, Paris 1997
- BENOUX (P)** « La sociologie de l'organisation, Initiation théorique suivi des douze points sur les pratiques », Paris, s. éd. 1985
- CASTEL (R) - PAUGON** « In exclusion et Etat de savoir »
- CLAUDE Gilbert** « Risques collectifs et situation en crise », Apport de la recherche en sciences sociales et sciences humaines, éd. L'HARMATTAN, 2002
- CLAVAL (P)** « Géographie Humaine et économique contemporaine », s. éd. 1984
- CUZON (JR)** « Appui à l'organisation du monde agricole », France, Dunod, Paris 1967
- GEORGE (P)** « Sociologie et géographie », PUF, Paris 1966
- KNAFOU (R)** « Précis de géographie économique », Paris, PUF, 4^{ème} édition, 1964
- JOSEPH (A)** « Géographie et consommation », PUF, collection « Que sais-je », n° 1062, 1964
- MAX SORE** « Le rationnement du crédit dans les Pays en voie de développement, cas du Cameroun et de Madagascar », Bibliothèque de développement, éd. L'HARMATTAN, 2000
- MOSCOVICI** « Espace, Milieu et société », France, s. éd. 1993
- MORSER (C)** « Rencontres de la géographie et de la Sociologie », Paris, 1967
- Psychologie des minorités actives », Paris, PUF, 2^{ème} édition, 1979**
- Gender Planning the Third World : Meeting practical and strategic Gender Needs”, World Development, p.11-37,1799-1825**

MORZE (J)	“L’animation du groupement villageois”, Paris, Forhom-BDDPA, 1985
RABAH (L)	« Des sols et des hommes », édition Charles Léopold, Paris, 1998
VIGIER (JP)	« Finances et solidarité », s. éd., France, 1991
	Mémoires et Thèse
RAHARILALA	« Le paysage du crédit agricole à Madagascar », mémoire de fin d’étude en Sciences Agronomiques, ESS Agronomie, 1996, p.24
RAKOTOARIVONY (H)	« L’intégration d’une mutuelle d’épargne et de crédit dans le cadre du développement rural », mémoire de DEA, Département de Sociologie, 2005
RAMANDIMBIARISON (N)	« Contribution géographique à l’étude bancaire », Thèse de IIIème Cycle, Etablissement d’Enseignement des Lettres, Services d’Unité d’Enseignement de la Géographie, Université de Madagascar, 1982

Rapport, Articles, Périodiques

APIFM / AIM, « Banque des données sur les institutions financières membres de l’APIFM et de l’AIM », Antananarivo, 2001

BANQUE MONDIALE « Stratégie de la Banque Mondiale pour le développement de la Micro finance et des services financiers en milieu rural et aux PME en Afrique subsaharienne », Groupe secteur privé et finances région Afrique, Août 1998

CAISSE FRANÇAISE DE DEVELOPPEMENT : « Les habits neufs du financement », Histoire de développement, Paris, n° 13, Avril 1991

INSTITUT D'ETUDES BANCAIRES ET FINANCIERES : « Le crédit mutuel », DUNOD, Paris, 1967

GENTIL (D) – DEVEZE (JC) , « Notes et étude n°10 : Organisation paysanne et vulgarisation », MAEP, juin 1988

INADES, « Femmes des villages, aujourd’hui, le métier d’agriculture », s. éd. , France, 1999

MAEP, Etude du diagnostic des capacités et des performances des O.P à Madagascar – Rapport de synthèse », Madagascar, juin 2004

PRIMATURE, « Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté, Antananarivo, 2003

PROGRAMME D'APPUI A LA MOBILISATION DE L'EPARGNE ET DE CREDIT : Conditions d’efficacité et de déficience – Rapport du séminaire thématique d’Antananarivo, juin 1997

- **Articles de presse sur les Années Internationales du Micro crédit**
« Midi Madagascar », Express de Madagascar, Le Quotidien de Madagascar ... »
- **Loi portant sur les règlementations des Institutions financières mutualistes à Madagascar**

* **Textes législatifs et réglementaires**

- Loi 96-020 du
- Ordinance n° 93/026 du 13 mai 1993
- Loi bancaire n° 95/030 du 22 février 1992
- Arrêté n° 33121-99/MIN/FIN-ECO du 08 avril 1999

ANNEXE

QUESTIONNAIRES

QUESTIONNAIRE

A. Aspects socioculturels des enquêtés

Nom :

Sexe :

a) Masculin

b) Féminin

Age :

a) 21-34 ans

b) 35-49 ans

c) 50-64 ans

d) 65 ans et plus

Situation matrimoniale :

a) célibataire

b) Veuf (ve)

c) Marié (e)

d) Autres

Nombre d'enfants et personnes en charge :

Niveau d'instruction : a) Analphabète
d) Supérieur

b) Primaire

c) Secondaire :

C E G
Lycée

Lieu de résidence (*Fokontany*)

Lieu d'origine (*Tanindrazana*) :

- Etes-vous membres d'une : a) Organisation paysanne
b) coopérative
c) Autres

B. Aspects socio-économiques des enquêtés

Profession : a) Salarisé
e) Femme au foyer

b) Commerçant

c) Paysan

d) Etudiant

(Revenu mensuel en Ariary)

Activité primaire

a) 50.000- 69.999
e) 200.000-249.999

b) 70.000-99.999
f) 250.000-299.999

c) 100.000-149.999
g) 300.000 et plus

d) 150.000- 199.999

a) 70.000- 99.999
e) 250.000-299.999

b) 100.000-149.999

c) 150.000-199.999
f) 300.000 et plus

d) 200.000- 249.999

Activité secondaire

Activité dans le lieu de départ (*pour les migrants*):

Les moyens dont disposent les paysans :

Terrain : a) Titré et borné
b) Non borné

Superficie :

Mode d'acquisition : a) Héritage
b) Achat

d) Métayage

Equipement agricole

Véhicule :

Agriculture :

Types de culture :

Mode de spéculation :

Destination finale : a) consommation % b) Vente % c) Autres (à préciser)

Lieu de vente et les clients potentiels :

Rendement :

Elevage :

Nombre :

Destination finale : a) consommation % b) Vente % c) Autres (à préciser) d) Travail %

Lieu de vente et les clients potentiels :

- Avez-vous une coopération avec : a) Hôtel
b) Transporteur
c) Fournisseur en équipement agricole/intrants/semences
d) Techniciens agricoles

e) Institutions financières

- Etes-vous satisfaits de votre coopération ?

- Quels sont les problèmes fréquents menaçant votre activité ?
a) Débouchés b) Quantité c) Qualité d) Prix e) Insécurité
f) Autres (à préciser)

- En ce qui concerne ces problèmes, quelles sont les actions pertinentes (*dans l'immédiat, moyen terme/long terme*) que vous avez pris pour les résoudre ?

C. A propos des Institutions financières

- D'après-vous, l'existence de la CECAM dans votre village, ou d'autres institutions financières dans les communes environnantes contribue au développement de votre activité ?

- Etes-vous membres d'une institution financière ? OUI NON

- Si oui, laquelle ?

- Lieu d'implantation :

- Durée :

Pour les paysans non membres

- Est-ce que vous étiez membres d'une institution financière ? OUI NON
- Si oui, laquelle ? - Durée :
- Connaissez-vous les activités et les services offerts par la CECAM ? OUI NON

Mentionner par ordre hiérarchique : (1 à 4)

- Emprunt

- Epargne

- Dépôt

- Autres

- Comment avez-vous connu l'existence de la CECAM ?

• Conjoint (e)

• Voisin

• Média

• Sensibilisation

• Autres

- Quelle est la raison de votre désistement ?
- Selon vous, dans quelle mesure ces institutions financières contribuent-elles au développement de votre activité agricole ? – Est-ce que vous pensez y adhérer dans l'avenir ?
- Avez-vous des épargnes ?
- Avez-vous contractés des prêts à votre entourage ?
- A quoi servent-ils ?
- Est-ce qu'ils ont pris des intérêts ?
- Qu'entendez-vous par « développement rural » ?
- Quelles sont vos priorités dans la lutte contre la pauvreté en milieu rural ?

Pour les paysans membres

- Ayant l'implantation de la CECAM dans votre commune, est-ce que vous étiez membres d'une institution financière ?
- Laquelle ?
- Où se trouve-t-elle ?
- Est-ce que vous êtes encore membre de cette institution ?
- Quelles sont les raisons qui vous a conduit à s'adhérer au sein de la CECAM ?
 - .. Proximité .. Sécurité .. Produits offerts .. Autres
 - Pourquoi avez-vous choisi d'être membre au sein de cette institution ?
- .. Dépôt .. Epargne .. Emprunt .. Autres
- Est-ce qu'il y a des personnes qui ont influencé votre choix ?
- .. Ami (e) .. Proche parent .. Conjoint (e) .. animateur (*pendant les campagnes de sensibilisation*)
- .. Autres
- Qu'attendez-vous plus particulièrement des institutions financières dans le milieu rural ?
- Avez-vous déjà contracté des prêts auprès de cette institution ?
- Quelles sont les conditions qui vous paraissent difficiles ?
- Quelles sont les conditions qui vous empêchent à faire du prêt au sein de la CECAM ?
- .. Absence de sensibilisation .. Procédures .. Absence de volonté à faire du crédit
 - .. Taux d'intérêt
- Est-ce que vous pensez que ses services répondent à vos besoins et vos attentes pour l'amélioration de votre condition de vie ?
- Quels sont les problèmes que vous avez rencontrés en tant que membre de cette institution financière ?
- Quelles sont les solutions que vous avez proposées pour améliorer cette situation ?

D. Questions destinées spécialement aux autorités locales

- Comment trouvez-vous le rendement des activités agricoles de votre commune ?
- Etes-vous satisfait(s) ?
- Si non, quelles stratégies adoptées vous pour améliorer cette situation ?
- Est-ce que vous avez pensé que la CECAM contribue vraiment au développement de votre commune ?
- Si non, quelles solutions proposez-vous pour surmonter ce problème ?
- Pensez-vous que les services offerts par la CECAM sont-ils relatifs aux besoins et attentes de la population ?
- Selon vous, quelles sont les raisons de la faible adhésion de la population au sein de la CECAM ?

E. Questions destinées spécialement aux agents de la CECAM sur :

- La Généralité et l'historique de la CECAM à Ambatofotsy ;
- Les raisons de son implantation à Ambatofotsy ;
- Les motivations qui poussent les paysans à être membre ;
- La raison de la non adhésion de la majorité de la population ;
- Les ajustements apportés pour améliorer les prestations de services ;
- Les causes du désistement des paysans au financement agricole par rapport à d'autres activités ;
- Les conséquences du développement des activités de la CECAM sur la politique de développement actuel du pays ;
- Les impacts tangibles des services offerts par la CECAM, surtout dans le cadre du développement de la commune.



Nom : NDRIANDAZAINA ANDRIAMPAMONJY
Prénom : Hanitra Antsontsalama
Titre de l'ouvrage : « Les enjeux de la micro finance dans le cadre du développement rural »
Encadreur : Professeur RAMANDIMBIARISON Noeline
Pagination : 55 pages
Tableaux : 14
Annexe : 01
Références bibliographiques : 35
Adresse : Lot IIF31 EAB Avarabohitra Andraisoro 101 Antananarivo
Rubrique : Espace financier et développement rural
Contact : 032 07 927 02

Résumé

L'implantation d'une institution financière au niveau de la commune rurale de Tsiafahy constitue un atout majeur pour sa population dans le cadre du développement. Une commune qui se situe à 21km de la capitale sur l'axe de la Route Nationale n°7, avec 13.324 habitants et s'étendant sur une superficie de 58.54 km2. La riziculture, l'horticulture et la culture de fraises représentent les principales activités des paysans, constituant plus de 70% de sa population.

Il est vrai que la crise politique de 2002 a sérieusement affecté la situation économique et sociale déjà précaire des paysans en démotivant l'intégration des paysans à la micro finance.

Selon les informations recueillies sur terrain, mise à par cette pauvreté monétaire, la mentalité, l'ignorance et le problème foncier rendent difficile l'accès des paysans à la micro finance.

Malgré tous ces problèmes, la CECAM, en s'appuyant toujours sur les expériences nationales, a encore manifesté sa volonté de collaborer avec les paysans.

Ainsi, à partir des analyses effectuées et tout au long de cette étude, espérons-nous que les suggestions avancées à partir des initiatives locales et le constat de la réalité sociale porteront ses fruits pour le développement de ce secteur dans l'intérêt des ruraux.

MOTS CLEFS

Micro finance - Pauvreté - Développement rural - Sécurisation foncière -
- Attentes et besoins - Espace financier et développement rural